

LES BASES DU COMMUNISME

UNITÉ COMMUNISTE DE LYON

СЛАВА ПАРТИИ ЗА МИРНЫЙ
ЛЕНИНА-СТАЛИНА! ТРУД!



LES BASES DU COMMUNISME

SOMMAIRE

Le Communisme est inéluctable

1. Les bases philosophiques du Communisme page 7
2. La lutte des classes page 10
3. La théorie Léniniste de l'état page 12
4. La spécificité du capitalisme et le rôle de la bourgeoisie page 12
5. L'impérialisme, stade du capitalisme pourrissant page 15
6. Le rôle historique de la classe ouvrière page 18

La révolution prolétarienne, le socialisme et le communisme

1. La prise du pouvoir et la révolution page 18
2. Les étapes page 21

LES BASES DU COMMUNISME.

Aborder les bases du communisme est un thème central et nécessaire. Central et nécessaire dans le sens où, sans celui-ci, il n'est pas possible de poser les fondations qui structureront notre organisation et son développement.

La connaissance des bases de la théorie communiste est une condition primordiale de l'engagement. Un militant communiste doit les connaître, les maîtriser. Un militant communiste doit, également, chercher à les approfondir au maximum et à les maintenir actualisées. Cela exige un travail constant, de recherche, de mise à l'épreuve, mais également de porter un regard et une curiosité sur toutes les questions, sociales comme scientifiques. Ne pas connaître ses bases, se contenter d'une certaine sympathie, d'un certain engouement pour l'idée, mais rester à la surface, cela mène à des pièges, des impasses. Cela crée également une vulnérabilité aux déviations droitières, tel le réformisme, ou, à l'inverse, gauchistes, tel l'aventurisme. Il ne s'agit pas d'en avoir une vision scolaire, d'être « au-dessus de la moyenne », il s'agit d'être à la pointe. Ne pas les connaître, c'est, bien involontairement, se faire l'agent du révisionnisme et de l'anticommunisme. La formation est, dans le parcours militant d'un communiste, quelque chose de permanent. Nul ne connaît tout sur tout, nul de maîtrise avec une égale maestria l'ensemble des questions. Tout évolue, change, et avoir une vision, un rapport ossifié à la théorie, c'est dévier vers le dogmatisme. Négliger ce travail reviendrait à ne marcher que d'une jambe. A l'inverse, élever au niveau de fétiche la formation, ne pas la confronter au réel et à la pratique, cela reviendrait à ne marcher qu'avec l'autre jambe. L'un et l'autre amènent à tourner en rond. Le communisme n'est pas une « ontologie », une « utopie. » Il n'est pas pour autant, comme le clament les autonomes, « ici et maintenant. » Il n'est pas hors de l'histoire, hors du temps, hors des lieux. Il est un projet à construire, une opération par laquelle l'Humanité entre dans sa phase supérieure, mais dont elle porte, déjà, au cœur de ses gènes, les prémices.

I – LE COMMUNISME EST INÉLUCTABLE.

Ni invention, ni jeu de l'esprit, le communisme n'est pas un mythe, un roman. Sa naissance est le fruit d'un travail de recherche, scientifique, d'une analyse du fonctionnement de l'économie et de la société. Cela passe par une analyse matérialiste. Cette analyse ne se fait pas au fond d'une grotte, d'une caverne, uniquement par l'hypothèse, mais bien par l'observation, l'analyse de la matière, des usages et des pratiques sociales. Les bases philosophiques du communisme sont ainsi les suivantes : elles sont matérialistes et elles sont dialectiques.

1. LES BASES PHILOSOPHIQUES DU COMMUNISME

Un panel de conceptions du monde existent. Depuis que l'humanité philosophe, celle-ci a vu naître une quantité d'écoles, de visions, de manière d'expliquer le monde. Pourtant, d'une manière générale, toutes ces écoles peuvent être séparées en deux catégories distinctes. Une opposition entre deux méthodes de pensée, d'interprétation de l'univers : La première, dans laquelle se trouve notamment les écoles de pensées religieuses, est la vision métaphysique. La métaphysique considère les choses comme existant de toute éternité, étant figées, immuables, n'ayant ni interactions, ni dépendances mutuelles. Cette conception forme la base des discours fatalistes, lesquels stipulent que « il y aura toujours des riches et des pauvres... », que cela ferait partie « de la na-

ture humaine » etc. Cette vision du monde renie les principes de causalité. Les écoles de philosophie suivantes pulvérisèrent ce mode de pensée erroné, démontrant qu'elle faisait fausse route. Malgré cela, elle a survécu et survit toujours. Cette survie s'exprime à travers toutes sortes de croyances, de mythes, de superstitions. A l'opposée, l'autre est dialectique. Celle-ci considère que le développement de tout ce qui existe, de tout phénomène est la résultante de l'existence de contradictions internes. Staline s'exprime ainsi sur le sujet dans *Matérialisme dialectique et matérialisme historique* :

« Contrairement à la métaphysique, la dialectique regarde la nature non comme une accumulation accidentelle d'objets, de phénomènes détachés les uns des autres, isolés et indépendants les uns des autres, mais comme un tout uni, cohérent, où les objets, les phénomènes sont liés organiquement entre eux, dépendent les uns des autres et se conditionnent réciproquement. »

Quelque chose qui apparaît uniforme, qui paraît stable et immuable, va connaître une évolution, par le biais de processus internes ou extérieurs. Ainsi, un atome d'uranium va se désintégrer, car instable. Ainsi, un objet va tomber d'une table, ainsi un éclair va surgir... Toujours chez Staline :

« Contrairement à la métaphysique, la dialectique regarde la nature non comme un état de repos et d'immobilité, de stagnation et d'immuabilité, mais comme un état de mouvement et de changement perpétuels, de renouvellement et de développement incessants, où toujours quelque chose naît et se développe, quelque chose se désagrège et disparaît. »

Ces exemples ne sont pas issus, nous le savons à l'heure actuelle, d'une volonté unilatérale et divine, mais bien de processus dialectiques qui vont amener un changement dans leur état. Ainsi, l'Uranium 235 fissionne lorsqu'il est bombardé par un neutron. Extérieurement, une étoile comme le Soleil a l'air stable et immuable. Pourtant, ce n'est pas le cas. Son apparente stabilité est le fait d'un équilibre des forces contraires, entre une fusion nucléaire poussant l'enveloppe de gaz vers l'espace et une gravité qui la retient. Cette lutte s'observe par une « respiration » de l'étoile, signe des ondes de choc internes. Ces lois ne peuvent être abolies, mais peuvent être comprises et utilisées : ainsi, en comptant sur un équilibre de forces contradictoires, un avion peut compenser son poids et sa traînée aérodynamique par une poussée et une portance plus importante, et ainsi voler. D'un point de vue social, une société en apparence stable est en vérité tiraillée par des contradictions internes. Elle peut passer brusquement, par un saut qualitatif, d'une nature de stabilité de façade à une explosion intégrale.

« Contrairement à la métaphysique, la dialectique considère le processus du développement, non comme un simple processus de croissance, où les changements quantitatifs n'aboutissent pas à des changements qualitatifs, mais comme un développement qui passe des changements quantitatifs, insignifiants et latents à des changements apparents et radicaux, à des changements qualitatifs ; où les changements qualitatifs sont, non pas graduels, mais rapides, soudains, et s'opèrent par bonds, d'un état à un autre ; ces changements ne sont pas contingents, mais nécessaires ; ils sont le résultat de l'accumulation de changements quantitatifs insensibles et graduels. »

L'accumulation d'une certaine quantité d'énergie, dans un objet, finit par en changer la nature. Ainsi, la glace fond

lorsque le rayonnement infrarouge la charge d'une énergie supérieure à son point de fusion. De même, l'accumulation d'Uranium 235, jusqu'à une masse critique, entraîne une réaction en chaîne qui peut, dans certains cas, mener à une explosion nucléaire. En restant dans une explication sociale, l'inclusion de la dialectique permet de s'exprimer d'une manière totalement différente.

«La société actuelle est faite de riches et de pauvres. C'est une contradiction en son sein. Elle n'existe pas de toute éternité, elle n'est pas immuable. Elle est solvable, et sa résolution donnera naissance à une société nouvelle.»

Cette lutte sera issue d'une accumulation quantitative de forces, laquelle sera en mesure, sous l'action d'un catalyseur, le Parti Communiste, de faire un bond qualitatif et de changer de nature. Les pauvres se soulèvent, renversent les exploiters, et créent une nouvelle société. La contradiction, l'unité des contraires c'est le cœur de la dialectique. La résumer est simple: la dialectique ne voit pas les choses, les objets comme figés, mais dans leur mouvement, dans l'opposition de leur forces et de leurs contradictions interne. Or, connaître cela, reconnaître les principes de causalité et l'aspect dialectique des choses ne suffit pas si cela n'est pas accompagné par une analyse matérialiste des choses.

Le matérialisme s'oppose à l'idéalisme.

Pour généraliser, l'idéalisme considère que l'idée précède la matière. Si la société est capitaliste c'est parce que l'idéologie dominante est bourgeoise. C'est une composante qui s'intègre particulièrement bien avec la religion. La Bible s'exprime ainsi: «Au commencement était le verbe.»

« Contrairement à l'idéalisme qui considère le monde comme l'incarnation de l'“idée absolue”, de l'“esprit universel”, de la “conscience”, le matérialisme philosophique de Marx part de ce principe que le monde, de par sa nature, est matériel, que les multiples phénomènes de l'univers sont les différents aspects de la matière en mouvement ; que les relations et le conditionnement réciproques des phénomènes, établis par la méthode dialectique, constituent les lois nécessaires du développement de la matière en mouvement ; que le monde se développe suivant les lois du mouvement de la matière, et n'a besoin d'aucun “esprit universel”. (...) Contrairement à l'idéalisme affirmant que seule notre conscience existe réellement, que le monde matériel, l'être, la nature, n'existe que dans notre conscience, dans nos sensations, représentations, concepts, le matérialisme philosophique marxiste part de ce principe que la matière, la nature, l'être est une réalité objective existant en dehors et indépendamment de la conscience ; que la matière est une donnée première, car elle est la source des sensations, des représentations, de la conscience, tandis que la conscience est une donnée seconde, dérivée, car elle est le reflet de la matière, le reflet de l'être ; que la pensée est un produit de la matière, quand celle-ci a atteint dans son développement un haut degré de perfection ; plus précisément, la pensée est le produit du cerveau, et le cerveau, l'organe de la pensée ; on ne saurait, par conséquent, séparer la pensée de la matière sous peine de tomber dans une erreur grossière.»

L'idéalisme se retrouve dans de nombreuses superstitions ou croyances : l'énergie du corps humain, le paranormal, les sciences occultes... Egalement, elle nourrit de nombreux mythes, ne nombreuses théories du complot. Cette approche des choses est problématique pour plusieurs raisons : la pre-

mière étant que celle-ci ne permet pas d'expliquer quoique ce soit. En ne comprenant pas d'où sont issues les mentalités, d'où sont issues les idéologies, l'idéalisme s'égare et ne peut analyser quoique ce soit.

« Contrairement à l'idéalisme qui conteste la possibilité de connaître le monde et ses lois ; qui ne croit pas à la valeur de nos connaissances ; qui ne reconnaît pas la vérité objective et considère que le monde est rempli de “choses en soi” qui ne pourront jamais être connues de la science, le matérialisme philosophique marxiste part de ce principe que le monde et ses lois sont parfaitement connaissables, que notre connaissance des lois de la nature, vérifiée par l'expérience, par la pratique, est une connaissance valable, qu'elle a la signification d'une vérité objective ; qu'il n'est point dans le monde de choses inconnaissables, mais uniquement des choses encore inconnues, lesquelles seront découvertes et connues par les moyens de la science et de la pratique.»

En croyant que les mentalités, les idées transforment la matière et non l'inverse, les anarchistes clamant que les «mentalités doivent évoluer pour que la révolution arrive» taxant, au passage, d'autoritaire et d'avant-gardistes tout ceux et celles qui pensent que les mentalités n'évolueront complètement qu'après la révolution. L'idéalisme est un fondement du défaitisme et de la remise aux calendes grecques de la révolution. Au contraire, le matérialisme considère que la matière précède l'idée: si l'idéologie dominante est bourgeoise c'est parce que la société est capitaliste. Si des idées contradictoires apparaissent c'est parce qu'il y a des contradictions dans la matière, dans la société. Ainsi, l'idéologie socialiste est apparue parce que des classes sociales ont commencé à travailler de manière socialisée. De la même manière, l'idéologie féodale est issue du féodalisme, elle était dominante au Moyen-âge. Pourtant, le développement du commerce, de l'artisanat, des métiers de la banque ont créé des classes sociales bourgeoises, lesquelles ont acquis une mentalité et une idéologie reflétant leur place dans le système de production. Raisonner de manière idéaliste ne permet pas de se poser les questions en termes de logique, d'intérêts de classe, d'idéologie.

Cela empêche de comprendre pourquoi la bourgeoisie s'accroche au pouvoir, pourquoi elle peut faire appel au fascisme, pourquoi elle est anticommuniste L'idéalisme répondra en donnant des critères moraux: «les bourgeois, les fascistes, la police sont méchants.» De même, ils penseront qu'il est possible de négocier avec la bourgeoisie, de faire appel à son «bon fond», pour suffire à faire accepter la révolution et le socialisme. Or, la contradiction entre bourgeoisie et prolétariat ne peut être comprise que de manière matérialiste: Ainsi, il n'est pas possible de convaincre la bourgeoisie, d'amodier son idéologie et ses intérêts avec ceux du prolétariat. De même, cela explique les idées réactionnaires, retardées, bourgeoises. Cela fournit même la clé de l'explication de l'idéalisme. Ces positions doivent être comprises comme reflétant l'hégémonie de telle ou telle classe sur la société, ainsi que des survivances tenaces de concepts réactionnaires. Pour analyser la société, il n'est possible que d'agir en matérialiste, sans quoi toute analyse ne peut que se noyer dans l'idéalisme.

Le matérialisme des communistes est dialectique

La magie n'intervient pas dans notre manière d'analyser les évolutions. Les rapports sociaux évoluent, eux aussi, par cette lutte des contraires, par ces contradictions. L'évolution du Monde, dans tout son ensemble, est le produit de ces contradictions, des rapports de forces, des conflits: l'Histoire de l'humanité est avant tout l'Histoire de la lutte des classes.

Et pour cause, la lutte des classes n'est pas seulement une théorie, elle est une réalité. Une réalité qui connaît des victoires, des défaites, des avancées. Ces mouvements s'expriment par divers remous : grèves, émeutes, manifestations, mais également par la révolution. Ce conflit oppose deux forces contraires : la bourgeoisie, laquelle se base sur l'exploitation et la maintient par l'usage de la violence. Le prolétariat, quant à lui, se caractérise par la production de richesses et par l'action de spoliation de celles-ci par la bourgeoisie. Cette spoliation entraîne logiquement des réactions d'opposition face à cette injustice, dont la violence est un moyen d'expression. C'est un affrontement idéologique entre deux camps que rien ne peut concilier durablement. Cela se traduit par la répression politique, par le fait de brider l'expression démocratique, de la circonscrire aux cadres étroits de la démocratie bourgeoise. Cela ne peut que demeurer jusqu'à ce qu'un processus mette fin à cela, par la destruction d'un des deux corps sociaux. En l'occurrence, la bourgeoisie dépend du prolétariat, le prolétariat ne dépend pas de la bourgeoisie. Elle est donc la force condamnée. Cette opposition fondamentale entre bourgeoisie et prolétariat est la ligne de démarcation de notre époque, celle des régimes capitalistes.

Seule la révolution socialiste, amenant au pouvoir une force dirigée par l'idéologie prolétarienne, peut anéantir cette opposition. La lutte des classes accouche d'idéologies représentant chacune de ses composantes. Elles ont leurs relais : associations, syndicats, trusts, partis politiques. Ceux-ci servent de courroie de transmission, organisent les forces, leur permettent de défendre leurs intérêts. Une erreur régulièrement commise est de traiter ces questions en matérialistes vulgaires : un prolétaire n'est pas influencé que par sa condition de travail. Cela serait une vision mécaniste et non dialectique. Le travailleur, la travailleuse, subit l'influence de nombreux facteurs. Celle de l'idéologie dominante, celle du contexte historique, celle de son vécu propre, celle de ses goûts et affinités. Cependant, ce qui forme la base matérielle, centrale, de sa « nature politique », in fine, est sa place dans l'appareil de production capitaliste, sa classe sociale.

De même, si la matière crée l'idée, l'idée peut transformer la matière. L'humain ne maîtrise pas l'intégralité des paramètres autour de lui. Des lois objectives existent, immuables, indépendantes de la volonté. La gravité, que cela soit voulu ou non, existe. Comprendre ces lois permet, en revanche, de les utiliser, de détourner leur action. La gravité donne une énergie potentielle à une masse d'eau en hauteur, les barrages l'utilisent pour produire de l'énergie. Les sondes spatiales utilisent la force de fronde des objets célestes pour accélérer et gagner en énergie. Toute action exerce, en retour, une réaction opposée. Ceci est valable indépendamment du contexte. Même notre sonde, imperceptiblement, modifie la durée de révolution de l'astre qu'elle utilise. Quand une lutte se fait, elle enclenche un processus dialectique qui fait évoluer les deux acteurs : ceux qui luttent expérimentent ce que cela signifie, approfondissent ce sens, confrontent leurs conceptions à la réalité. Cela clarifie également les antagonismes dans la société.

Le matérialisme dialectique est le matérialisme analysé de façon dialectique :

La matière crée les idées, les idées agissent sur la matière. C'est un lien dialectique entre les deux. Cette action réciproque entraîne une évolution, crée un processus qui avance inéluctablement. Ces processus ne sauraient être ramenés en arrière. Le statu quo est une exception plus qu'une règle. Un compromis, un *statu quo ante bellum* ne signifie pas que les acteurs n'ont pas été transformés, même si le résultat n'est pas visible. Ainsi, la Guerre de Corée se termine par un match nul.

Extérieurement, la ligne entre nord et sud est à peine modifiée. Il est possible de croire à un statu quo. Pourtant, les acteurs ont changé : le régime du nord comprend que la réunification n'est plus possible sans délais, tant l'occupation américaine est forte ; les USA se rendent compte de la détermination du nord et du fait que la Chine Populaire est en mesure d'intervenir. Les deux acteurs adoptent donc une nouvelle ligne de conduite. La vie et les chemins qu'elle trace déterminent les possibilités. Ces possibilités représentent les manières, les directions, vers lesquelles peuvent évoluer les processus dialectiques. Les comprendre, les analyser, c'est pouvoir opérer sur eux une action consciente, laquelle n'abolit pas ces processus, mais permet de les diriger, de les utiliser.

Le matérialisme dialectique appliqué l'histoire et à l'expérience de l'humanité : le matérialisme historique.

L'histoire n'est pas la succession de différentes actions décousues opérées par de grands hommes ou les grandes femmes. Comme tout processus, l'Histoire est un processus dialectique. Analyser celle-ci en utilisant uniquement la loupe de la personnalité, du caractère, de la psychologie est idéaliste. C'est également une surestimation considérable du poids d'un individu dans celle-ci. Le hasard ne fait pas l'Histoire, ou superficiellement. La bataille de Midway, en juin 1942, apparaît aux yeux des idéalistes comme un coup de poker. Elle est présentée comme un miracle de dernière minute. La flotte japonaise est pulvérisée par celle des USA, mettant fin à l'expansion nipponne dans le Pacifique. Pourtant, le concepteur de l'attaque de Pearl Harbor, l'amiral Yamamoto, avait averti que six mois ou un an de victoires seraient possibles face aux USA, avant que leur force industrielle se mette en route et écrase le Japon. Midway ou non, le Japon aurait probablement subi le même sort. Parce qu'elle n'était pas que le fruit de hasards et d'interventions, mais de processus plus profonds, d'une confrontation entre deux systèmes gigantesques, faisant opérer des paramètres colossaux. La Révolution Russe, dont nous célébrons le centième anniversaire, n'est, ainsi, pas l'œuvre de l'intervention divine. Ce n'est pas la voix de Dieu qui l'a ordonnée, dans ses desseins impénétrables, mais, au contraire, elle est le fruit de l'accouchement de processus. Ce n'est pas la figure de Lénine seule. Ce n'est pas le Parti Bolchevik seul.

C'est un cadre rassemblant une situation sociale explosive, une situation matérielle désastreuse, une situation militaire critique. C'est un processus arrivé à maturité, politiquement, par la jonction entre le mouvement spontané des masses en colère et la direction d'un Parti Communiste. Son caractère n'est pas tombé du ciel. Elle fut une révolution socialiste succédant à une révolution démocratique bourgeoise pour plusieurs raisons. Elle fut socialiste car la contradiction principale se logeait entre la bourgeoisie belliciste et exploiteuse et un prolétariat armé par la guerre, souhaitant le pain, la terre et la paix. Si les bolcheviks l'ont gagnée, face aux autres, c'est parce qu'ils étaient conscients de tout cela.

Les idées et les mouvements qui en découlent apparaissent sur une base matérielle.

Les contradictions entre sexes et genres au sein de la société, cumulés avec le patriarcat, donnent la base matérielle du féminisme et du sexisme. Tant que ces contradictions ne seront pas jugulées, les deux existeront. C'est uniquement la résolution de ces contradictions qui l'élimine. L'opposition entre la bourgeoisie et le prolétariat ne peut être résolue que par la destruction sociale de l'une par l'autre. La bourgeoisie ne peut anéantir le prolétariat, dont elle dépend. La résolution positive ne peut que se faire par l'inverse. Le prolétariat n'étant

pas une classe matriochka, c'est à dire vivant, imbriquée dans un système d'exploitation d'une autre classe, mais étant bien celle qui produit la vaste majorité des richesses, la fin de son exploitation n'entraîne pas un nouveau rapport de domination. Au contraire. Elle crée les conditions d'une destruction complète de l'exploitation et des contradictions antagoniques. C'est en cela que le communisme forme l'étape finale, supérieure, de l'humanité. Dans le passé, l'opposition en l'aristocratie et la bourgeoisie s'est développée au Moyen-âge. Elle est le fruit du développement des villes, du commerce, de l'artisanat, de la banque. Elle a grossi au cœur d'une société bridée par les corporations, les guildes, les métiers... Le poids de la noblesse, son caractère de parasite social, a fait grossir le besoin d'une révolution pour la bourgeoisie. Finalement, ce besoin s'exprima sous la forme, en France, de la Révolution de 1789, faisant tomber l'ancien régime comme un fruit mûr. A cette période, la contradiction principale se trouvait entre la bourgeoisie, brimée dans son désir de grandir et d'exploiter librement, et une aristocratie, pour qui les droits de naissances et la possession foncière étaient les aspects primordiaux. L'histoire c'est la succession de contradictions qui donne naissance à de nouvelles contradictions. C'est pourquoi Marx et Engels disent dans le Manifeste du Parti Communiste : « l'Histoire de toute société jusqu'à nos jours c'est l'histoire de la lutte des classes ».

2. LA LUTTE DES CLASSES

La lutte des classes se définit par une opposition structurelle, antagonique, entre les intérêts de différentes catégories sociales. Chaque catégorie sociale partage une cohérence et une communauté d'intérêts. Comme elles correspondent à une position dans le mode de production, à des caractéristiques sociales communes, on les appelle « classes sociales ». Cette opposition se manifeste d'une multitude de manière, à différent degrés, avec un antagonisme plus ou moins aigu. Dans le cas de l'opposition entre la bourgeoisie et le prolétariat, la dualité de cette opposition fait que l'une est le miroir de l'autre. Tout les oppose, leurs intérêts sont l'inverse complet les uns des autres. Non seulement cet antagonisme forme donc la contradiction principale de la société actuelle, mais elle forme également un socle, une base, d'où découlent la grande majorité des contradictions secondaires. La contradiction entre les sexes et les genres est intimement liée à la lutte des classes. Elle est liée à la division sexuée du travail, à la répartition genrée des tâches. Elle est liée aussi à une concurrence créée par la bourgeoisie pour tirer vers le bas les salaires, entraînant frictions et conflits. Elle est également le fruit de mentalités retardées, entretenue notamment par la religion, plaçant les femmes dans une situation « naturelle » d'infériorité. Dans le même ordre d'idée, les contradictions entre « français de souche » et travailleurs immigrés, descendants d'immigrés, ou travailleurs détachés. Elle découle d'une part de la volonté, pour la bourgeoisie, de jouer la carte de la division au sein du peuple, mais également d'une mise en concurrence des catégories de population les unes par rapport aux autres. Dans l'argument, maintes et maintes fois répété, jusqu'à la nausée, de « l'immigré volant le travail », ce qui est tu, mis en sourdine, c'est le fait que le patronat organise cette mise en concurrence, ce dont il use pour semer la discorde et tirer les salaires vers le bas.

Ces contradictions doivent être combattues, pour faire avancer l'unité du camp du peuple, mais la base matérielle de l'existence de celle-ci, sous quelque forme que ce soit, est le fruit de la structure économique et de l'organisation du travail. La population au sein de l'État Français est constituée de différentes classes. Les analyser et comprendre leurs positions,

leurs intérêts, est essentiel. Les trotskistes, les révisionnistes, voudraient, par mélange d'incompétence et de démagogie, tout simplifier en un 99% contre 1%. En une lutte entre les « salariés » et les « rentiers. » Cette division artificielle ne prend pas en compte une donnée importante : la place dans l'appareil de production capitaliste. A trop caricaturer, on peut faire d'un PDG, salarié, un prolétaire. Pour tracer un programme, une stratégie, il est important de mener une enquête.

Le prolétariat.

Le prolétariat industriel est né en même temps que la révolution du même nom. Les travailleurs et les travailleuses de l'industrie en forment encore le noyau, le cœur. Ce sont eux et elles qui appliquent les processus de transformation des matières premières en produits manufacturés. C'est cette particularité des ouvriers, ils et elles produisent quelque chose d'essentiel : la plus-value. Les employés ne sont pas des ouvriers. Pourtant, ils et elles sont également au stricto sensu des prolétaires. Cependant, ils et elles ne produisent pas de plus-value, mais en aide à la réalisation [par la vente, l'échange...] Leur point commun est de ne posséder que « leurs mains pour travailler » et de ne pas avoir de capital financier, intellectuel, culturel.

L'aristocratie ouvrière.

L'aristocratie ouvrière est constituée d'ouvrier spécialisés, d'experts, d'employés spécialisés. Leur rareté leur permet de monnayer leur travail auprès du patronat. Dans une grande part, ils et elles sont influencés par les idées, par les conceptions de la bourgeoisie. Ils et elles trustent régulièrement des places élevées dans les organisations syndicales, dans lesquelles ils et elles développent une ligne droitrière. Tirant profit, également, des subsides de l'impérialisme, de ses surplus, cette part de la classe ouvrière forme la base sociale du social-chauvinisme, du social-impérialisme.

La petite bourgeoisie.

Elle forme, dans une part importante de la population des pays impérialistes, phénomène accentué par la mondialisation. D'une manière générale, elle peut se diviser en deux catégories distinctes :

- Une petite bourgeoisie intellectuelle, formée notamment des professions intellectuelles, des professeurs, des chercheurs, mais également des journalistes indépendants. Ils et elles possèdent un capital culturel.
- Une petite bourgeoisie commerçante, formée des propriétaires de magasins, des petits commerçants, des boutiquiers. Ils et elles ne sont pas forcément très riches, sont souvent en concurrence avec d'autres couches de la bourgeoisie.

Même si leur situation n'est pas toujours grandiose, ils et elles ne sont exploités que par eux et elles-mêmes. La petite bourgeoisie n'a pas intérêt au capitalisme dans le fond. Elle est un reliquat qui vivote entre la concentration du capital d'un côté, par une bourgeoisie grandissante, et une prolétarianisation de l'autre. Cela lui donne un caractère vacillant : La petite-bourgeoisie intellectuelle est souvent attirée par les idées progressistes, humanistes. Elle peut pencher vers la révolution. Pour autant, elle est facilement effrayée par ce que cela peut signifier par rapport à son statut social -relativement- privilégié. La petite-bourgeoisie commerçante est souvent, à l'inverse,

attirée par des idées réactionnaires, écrasée qu'elle est par l'avancée même du capitalisme. Souvent, les fascistes jouent sur cette idée de «faire tourner à l'envers la roue de l'histoire.» Cependant, cela n'a pas lieu. Les fascistes promettent à la petite bourgeoisie monts et merveilles, mais font le jeu du grand capital.

Le lumpenprolétariat (sous-prolétariat).

Les lumpenprolétaires sont issus d'origines diverses et variées. Ouvriers, employés tombé dans le chômage de longue durée, exclus, marginaux, petit-bourgeois ruinés... Ils et elles vivent dans une grande précarité, survivent plus qu'ils ou elles ne vivent. Un des aspects qui caractérise cette classe est son atomisation. Individus socialement isolés, sans conscience de classe, les lumpenprolétaires sont souvent la cible des idéologues fascistes, tout comme des sergents-recruteurs des mafias, ou des proxénètes.

La bourgeoisie :

La bourgeoisie détient les capitaux, elle possède les moyens de production. Elle peut être industrielle ou financière, mais la distinction entre les deux s'estompe de manière tendancielle, du fait du poids prépondérant de la banque dans le contrôle des affaires. La bourgeoisie d'État, formée des hauts-fonctionnaires et des politiciens professionnels, forme un groupe particulier, très soucieux de ses intérêts. Corps social croupion des bourgeois, à son service, il forme l'ossature de l'État bourgeois.

L'appareil de répression :

L'appareil de répression comprend la police, l'armée, les forces spéciales qui servent in fine à maintenir le pouvoir de la bourgeoisie.

- Par le maintien de l'ordre public, par la présence d'une police qui facilite l'exploitation la plus pacifique et optimale.
- Par la menace ou la corruption.
- Par la répression brutale, le meurtre, l'assassinat.

L'appareil de répression sert également un but offensif : accroître les zones contrôlées par l'État français, par la guerre.

La spécificité de la classe ouvrière :

La classe ouvrière crée la plus-value. Elle est la seule classe à produire cette richesse. Les dogmes et mythes, entretenus par les économistes bourgeois, clament que les investisseurs et les patrons sont créateurs de richesses. Mais seul cette classe laborieuse produit une plus-value.

Qu'est ce que la plus-value ?

C'est la somme d'argent supplémentaire qui est produite par la consommation de la force de travail de l'ouvrier et qui se réalise lors de la vente de la marchandise. Dans les faits, comment cela se traduit-il ? Un patron dépense une quantité X, mettons 10 € de matières premières pour qu'un ouvrier réalise un objet. Il verse un salaire de 10 €, également. 10 € de matières premières et 10 € de salaires font un coût de 20€. Vendant son objet 30 €, le patron va ainsi empocher une somme excédentaire de 10€. Ces 10€ de richesse forment la plus-value. Le mythe est de dire que ces 10€ sont créés par le travail du patron. Or, le corps social qui les a produits, qui a créé cette marchandise, cette richesse, c'est la classe ouvrière.

Le point de vue du bourgeois est le suivant : un investissement de 10 € de force de travail rapporte 20 €. C'est quelque chose qui passe pour équilibré, logique, intéressant.

Dans la réalité objective, les choses ne se déroulent pas avec une telle grâce. L'ouvrier a produit 20 € de richesses, sur lesquelles il a été payé 10€. Cela signifie que le patron lui a soutiré 10€ qui lui reviennent de droit. Cela signifie que l'ouvrier a donc travaillé la moitié de sa journée gratuitement. Une moitié pour son salaire, l'autre pour son patron. C'est cela qui forme l'exploitation, ce travail gratuit. Le rapport entre le travail payé et le travail gratuit permet également d'estimer le taux d'exploitation. Le patron possède l'usine, le capital, non par son travail, mais bien par celui de ses ouvriers. Les ouvriers sont exploités et leur travail leur est spolié. Leur intérêt dans ce système est nul : ils ne gagnent qu'une faible portion de la richesse qu'ils produisent. Marx en tira la conclusion suivante : les «travailleurs n'ont à perdre que leurs chaînes.»

L'exploitation est une situation que la classe ouvrière comprend, même de manière empirique. Cependant, les explications politiques les plus influentes sont celles issues de la bourgeoisie et du libéralisme. Elle subit l'anesthésie orchestrée par les conceptions bourgeoises ou petites bourgeoises. Le vote ouvrier se dirige parfois vers des impasses politiques : le discours populiste, la démagogie surfe sur cette aspiration à la Liberté et à l'Égalité. L'influence des idéologies traverse tout. Il existe des tendances de gauche, syndicaliste, pro-communiste, communiste, tout comme des centristes hésitant, tout comme des travailleurs influencés par les idées réactionnaires. Au sein des plus précarisés, des plus exclus, se trouvent les plus vulnérables à des discours radicaux, y compris sur des modèles réactionnaires. Ainsi, les S.A. de Röhm étaient des chômeurs, des précaires, des journalistes, payés une bouchée de pain. Les classes et leur antagonisme intrinsèque exigent un outil qui pose un cadre légal, mais également un cadre répressif.

3. LA THÉORIE LÉNINISTE DE L'ÉTAT

L'État n'est pas une structure neutre. Le marxisme apporte une compréhension de l'État radicalement opposée à celle des sociaux-démocrates. Cela forme une ligne de démarcation, un véritable fossé, un gouffre, entre les positions révolutionnaires et celles des agents -conscients ou non- de la bourgeoisie. Les réformistes -c'est d'ailleurs leur caractéristique fondamentale- pensent que l'État est neutre. Qu'il est un arbitre dont on peut se saisir pour changer la société. Qu'il n'est pas un agent, un acteur, de la lutte des classes. Cette croyance, car il s'agit bien d'une croyance, d'un acte de foi, pousse à penser que l'État ne choisit pas entre bourgeoisie et prolétariat. Par extension, cette croyance pousse à clamer que l'État peut être le garant d'un hypothétique intérêt national. Chimères.

Qu'est ce que l'État ?

L'État est un système vertical, disposant d'une direction, formée par le gouvernement, le parlement, les hauts-fonctionnaires. Cette organisation est dotée de relais formés par les différents services et ministères ; elle dispose d'une trésorerie formée par le système d'imposition. Cependant, son cœur est formé par les pouvoirs régaliens : monopole de la violence légale. L'État est, avant toute autre chose, un outil de répression conçu, architecturé, organisé par et pour la bourgeoisie. Les réformistes, conscients ou non, pensent qu'il est possible de pouvoir conquérir, retourner cette machine. Il suffit de gagner le pouvoir au sein de ce cadre pour ainsi tout changer. L'État est vu comme quelque chose d'intrinsèquement positif ou de neutre, au service de la population. Il n'est pas vu comme une extension des intérêts de la bourgeoisie. Cela amène à des discours et des mots d'ordres sur la défense des services

publics. Sur la fonctionnarisation de tous les travailleurs. Sur la nationalisation des moyens de production. Cette division entre entreprises privées et entreprises publiques est la principale ligne de démarcation à leurs yeux, et ils s'y arc-boutent à outrance. Dans le fond, ils font l'impasse sur la nature de classe des institutions. Le PCF vante systématiquement les services publics comme la solution à tout, confondant propriété formelle et propriété réelle. Le marxisme-léninisme enseigne, au contraire, que l'existence de l'État bourgeois est liée à la nécessité, pour la bourgeoisie, d'imposer son ordre, d'arbitrer ses conflits, de maintenir et d'accroître sa domination.

Le besoin, la nécessité d'un État est apparue, par ailleurs, de manière conjointe avec la division en classe de la société. Lorsque l'humanité était au stade de chasseur-cueilleur, la question de l'État ne pouvait se poser : l'absence de spécialisation du travail, de division des tâches distincte. L'organisation pouvait prendre une forme clanique ou tribale ; des individus pouvaient jouer un rôle chamanique ou religieux, mais il n'est pas possible de parler d'État à cette période. Pour qu'un groupe d'individus puisse se détacher de la production et jouer le rôle d'une administration étatique, bien des étapes devaient être franchies. L'État bourgeois n'est pas fait pour être conquis. Il n'est pas un terrain de lutte, mais de domination. Sa structure, ses rouages internes, ses lois, ses règles, ses codes, sont autant de chausse-trappes pour maintenir « en l'état » la situation. Il n'est pas un outil démocratique.

Conçu pour servir les intérêts de la bourgeoisie, sa forme même ne correspond pas à celle que doit prendre l'État prolétarien, outil de la domination du prolétariat sur les exploités et les ennemis du peuple. Sa destruction est nécessaire.

4. LA SPÉCIFICITÉ DU CAPITALISME ET LE RÔLE DE LA BOURGEOISIE

Avant le capitalisme, l'humanité est passée par différents modes de production. Le capitalisme est une étape. Il n'existe pas de toute éternité, il n'existera pas de toute éternité. Les citations présentées dans cette partie sont issues de l'ouvrage de Lénine – De l'État.

Du singe à l'homme.

Sur cette partie, que la brièveté exigée de cette brochure exige de survoler, il n'est pas possible de ne pas mentionner le court ouvrage de Friedrich Engels : Le rôle du travail dans la transformation du singe en Homme. Bien que montrant certaines erreurs factuelles, liées aux balbutiements de la paléontologie à l'époque, ce livret est incontournable, une analyse puissante, tout comme un plaidoyer pour une approche écologiste des questions économiques. L'évolution du milieu naturel, au sein duquel vivaient nos ancêtres éloignés, les a amenés à quitter les forêts tropicales humides, d'où ils étaient issus. Dans une savane ouverte, sans grande protection, les plus redressés, ceux qui voyaient le plus loin, ont mieux survécu. La sélection naturelle a ainsi, privilégié la bipédie. Cette bipédie a libéré les mains de l'asservissement lié à la démarche, et leur a donné la possibilité de servir de moyen pour saisir des outils, puis, par la suite, d'en créer. C'est cette capacité à maîtriser et à transmettre ce savoir-faire qui forma le premier bond vers l'histoire de l'humanité.

Le communisme primitif

Les premières périodes sont marquées par ces outils primitifs, qui servaient à aider dans la survie. Du fait des rendements faibles, la coopération de chaque membre était vitale. Dans ce cas de figure, il n'était pas possible que des individus soient

détachés de la production. De plus la propriété n'avait pas un véritable sens. Le nomadisme, lié au fait que les hommes suivaient leur proie, rendait la propriété de la terre absurde. La propriété, lorsqu'elle existait, était temporaire et collective.

« Avant que surgît la première forme de l'exploitation de l'homme par l'homme, la première forme de la division en classes — propriétaires d'esclaves et esclaves, — il y avait la famille patriarcale ou, comme on l'appelle parfois, clanale (...), où la société n'était pas divisée en propriétaires d'esclaves et en esclaves. »

Une hiérarchie existe, mais ne peut être assimilée à une distinction en classes sociales.

L'esclavagisme

Lorsque l'agriculture commença à être maîtrisée [vers -10000 dans le Croissant Fertile ; -5000 en Mésoamérique ; entre -15000 et -5000 dans la région Chine/Corée] un bouleversement s'est établi. D'une part la propriété de la terre est devenue essentielle, pour la survie comme pour générer de la richesse. D'autre part, les rendements se sont élevés suffisamment pour que naisse une distinction sociale : l'esclavagisme et l'esclave. Le second finit par appartenir au premier par le fruit d'une concentration de la propriété : mauvaises terres, mauvaises récoltes. Elles entraînent des dettes, qui, si elles ne sont pas remboursées, débouchent sur un asservissement. Le nexum, l'esclavage pour endettement, charrie les premiers flots d'esclaves. L'esclave est à la fois un humain et un moyen de production. Plus un propriétaire d'esclaves possède de ces « hommes-machines », plus il peut engranger de la plus-value, des richesses, plus il peut, de plus, être détaché de la production, se consacrer à d'autres activités dont la politique. Sparte, Athènes, ces modèles de citoyens-soldats, de démocraties, de république, sont in fine des démocraties et des républiques esclavagistes.

« Il doit toujours être évident pour nous que cette division de la société en classes au cours de l'histoire est le fait essentiel. L'évolution des sociétés humaines tout au long des millénaires, dans tous les pays sans exception, nous montre la loi générale, la régularité, la logique de cette évolution : au début, une société sans classes, une société patriarcale, primitive, sans aristocratie ; ensuite, une société fondée sur l'esclavage, une société esclavagiste. (...) Propriétaires d'esclaves et esclaves : telle est la première grande division en classes. Aux premiers appartenaient tous les moyens de production, la terre, les instruments, encore grossiers et primitifs, et aussi des hommes. On les appelait propriétaires d'esclaves, et ceux qui peinaient au profit des autres étaient dits esclaves. »

L'esclavage est resté un mode de production important pendant l'Antiquité. Il n'a pas connu d'abolition réelle, mais est tombé peu-à-peu en désuétude en Europe. L'une des raisons qui l'explique est la suivante : les rendements sont médiocres. Un esclave, chose possédée, n'éprouve aucun intérêt à la production. Elle est une peine que ne récompense rien. Un esclave n'a aucun gain à espérer de son travail, ne l'exécute que sous contrainte et surveillance. De plus, l'Église Catholique va appuyer un mouvement relatif d'affranchissement, ce qui contribue à faire évoluer la situation générale des esclaves.

Le servage

Les travailleurs libres, qui peuvent gagner des bénéfices à

la sueur de leur front, sont nettement plus performants. Un paysan libre travaille d'arrache-pied pour lui-même, quand bien même le fruit de son labeur est prélevé par un seigneur, laïc ou ecclésiastique.

« A cette forme sociale, une autre, le servage, succéda au cours de l'histoire. Dans l'immense majorité des pays, l'esclavage se transforma en servage. Seigneurs féodaux et paysans serfs : telle était la principale division de la société. Les rapports entre les hommes changèrent de forme. Les propriétaires d'esclaves considéraient les esclaves comme leur propriété, ce qui était consacré par la loi : l'esclave était une chose qui appartenait entièrement à son propriétaire. Pour le paysan serf, l'oppression de classe, la sujétion, subsistait ; mais le seigneur n'était pas censé posséder le paysan comme une chose ; il avait seulement le droit de s'approprier les fruits de son travail et de le contraindre à s'acquitter de certaines redevances. »

Le système féodal se base sur la propriété foncière, de la terre. Elle est dirigée par les seigneurs féodaux, lesquels organisent un Etat primitif. C'est l'époque des royaumes où le pouvoir militaire règne dans des forteresses, sur des cohortes de paysans. Durant la période médiévale, 90/95% de la population travaille la terre. Le reste se répartit en une faible fraction roturière commerçante et artisanne, une très faible fraction qui porte les armes [l'ost] et un corps religieux. Cette société de classe se définit ainsi :

« Celle-ci (la société féodale) comportait une division en classes qui plaçait l'immense majorité, la paysannerie serve, sous la dépendance complète d'une infime minorité : les seigneurs féodaux possesseurs de la terre. »

Comment est-on passé d'un système à l'autre ?

Chaque système connaît des limites. Le développement des forces productives est un processus continu, mû par l'avancée de la technique. Cette évolution est généralement bien absorbée par la société qui l'entoure. Sauf que cette évolution finit par avoir un impact sur la société et sur son organisation. Cela finit par mettre en péril l'ordre existant, et se produit un mouvement en réaction : des freins, des entraves sont mises en œuvre pour juguler un changement devenu inéluctable. Ce conflit est un conflit entre les forces productives et les rapports de production. Les forces productives avancent toujours sur des rapports de productions, lesquels formant l'encadrement de la société. Dans la société primitive, l'amélioration de l'outillage et de la technique agricole ont permis un surplus par rapport aux nécessités vitales. Il a été possible pour certains d'accaparer ce surplus et de se détacher de la production. Ces derniers ont formé une aristocratie militaire, dont le rôle social fût de diriger et de protéger les producteurs, lesquels « échangeaient » leur liberté contre cette protection. Ces guerriers, dévoués uniquement à cette tâche, sont devenus des seigneurs de la guerre, des généraux, etc., entraînant une autre construction sociale qui mit fin au communisme primitif. Le changement dans le caractère de forces productives, devenus des rapports de propriété privée, entraîna un changement dans les rapports de productions, devenus esclavagistes, puis féodaux.

Ainsi fonctionne chaque transition. L'apparition de nouvelles forces productives entraîne une érosion de l'ancien ordre. En versant dans l'uchronie, aurait-il pu être possible de passer directement du féodalisme au socialisme ? Si l'occident n'avait pas connu la grande Peste de 1348, aurions-nous pu imaginer un Lénine en 1717 ? Sans être d'un catégorisme outrancier, il est possible pour autant de pencher pour un

réponse négative. Les forces productives du féodalisme, éparpillées, disséminées, issues de l'esclavagisme, ne correspondent pas aux rapports de production collectivistes du socialisme. Un abîme existe entre le petit atelier de la corporation et l'usine n°100 de Tcheliabinsk.

Si, avec les yeux d'aujourd'hui, il serait possible de se dire qu'une autre voie aurait pu être prise, revient à chausser des lunettes déformantes. L'idéologie communiste peut transformer la matière, mais elle-même est née d'une histoire, forgée dans un contexte social-historique particulier. Pour que cela arrive, des étapes étaient à franchir. L'apparition de l'industrie, de la socialisation du travail, la fin de la chape de plomb féodale, le passage de la propriété foncière au pouvoir du capital, en somme une période capitaliste.

L'apparition de la classe bourgeoise

Le capitalisme et la bourgeoisie sont intrinsèquement liés. La classe bourgeoise est née du Moyen-âge, de ces travailleurs qui purent quitter la campagne, ne plus seulement travailler la terre, mais également échanger commercer, produire du petit artisanat. Plus le commerce s'est développé, plus cette classe a connu un essor, parallèle à celui des villes, des bourgs, d'où le nom de bourgeoisie. Lénine, ainsi, indique :

« Les progrès du commerce, le développement des échanges entraînent la formation d'une classe nouvelle, celle des capitalistes. Le capital fit son apparition à la fin du Moyen-âge, quand le commerce mondial, après la découverte de l'Amérique, prit un essor prodigieux, quand la quantité des métaux précieux augmenta, quand l'or et l'argent devinrent un moyen d'échange, quand la circulation monétaire permit l'accumulation d'immenses richesses dans les mêmes mains. L'or et l'argent étaient une richesse reconnue dans le monde entier. Les forces économiques de la classe féodale déclinaient alors que croissait la vigueur d'une classe nouvelle, celle des représentants du capital. »

La bourgeoisie s'est peu à peu imposée, remplaçant, avec l'arrivée de l'absolutisme, la noblesse au sein même d'un Etat qui se modernisait. Le pouvoir royal a ainsi appuyé, dans une certaine mesure, la montée de ces industriels agents, prenant la place d'une noblesse dont le rôle social n'était plus qu'une ombre. L'ost, le fait de porter les armes, n'était plus que symbolique. La noblesse était déjà socialement agonisante. Dans la période précédant la Révolution française de 1789, les forces productives prenaient un caractère de plus en plus capitaliste, tandis que les rapports de production étaient entravés par une noblesse et un clergé parasitaire. Un trop grand écart, un conflit structurel entre le caractère des forces productives et les rapports de production ne peut se résoudre que par une révolution. En 1789, ce fut notamment par le renversement de cette chape de plomb bridant le développement de l'économie et de l'industrie, par ses règlements, ses lois, ses traditions opposées aux intérêts des capitalistes. Ce fut l'anéantissement d'un pouvoir représentant les intérêts de ces classes pourrissantes, pour un remplacement par un régime où l'intérêt des nouvelles classes dirigeantes était hégémonique. Les guildes, les corporations, les métiers, étaient devenus des freins au développement économique. Les péages intérieurs également. Les corvées, les droits de la noblesse et du clergé étaient devenus absurdes.

Se heurtant avec l'intérêt fondamental de la bourgeoisie, le profit, les affaires, ces vieilles fondations n'étaient plus tolérables. L'infrastructure économique, tournée vers le capitalisme, n'était plus en rapport avec la superstructure politique. La superstructure a donc été renversée. Il pourrait être de bon

ton de cracher sur 1789 en déclarant que la bourgeoisie, notre ennemi actuel, a pris le pouvoir. Pourtant, Marx le reconnaît pleinement, et il est essentiel de faire de même, 1789 était un progrès. C'est un aspect du caractère dialectique des choses, le fait que la bourgeoisie ait joué un rôle progressiste à un instant T, et puisse, à un instant T', jouer un rôle réactionnaire.

En 1789, la bourgeoisie était révolutionnaire dans le plein sens du terme. Elle a balayé les anciens dogmes issus de la féodalité et de sa phase finale, l'absolutisme. Elle a balayé également le poids réactionnaire de l'Église, qui tirait en arrière la société. Il n'est resté qu'un seul dogme ; celui de la libre-concurrence et du profit. Ce nouveau dogme a donné un titanesque coup d'accélérateur à la production. Les petits ateliers se sont concentrés en manufactures, la production s'est concentrée, la science, quittant les salles étroites des monastères et des abbayes, est devenue l'apanage de la bourgeoisie intellectuelle. Cela ne signifie pas un ciel bleu sans nuage.

Un prolétariat est né, crevant dans la misère, perdant la vie d'épuisement, usé par un nouveau mode de lien, remplaçant le servage, le lien salarial. Cependant, du point de vue du développement des forces productives, cela représentait un pas en avant considérable. En cela, ce rôle était progressiste. Par la suite, la bourgeoisie a été dépassée par ses propres succès. En accouchant de la classe ouvrière, la bourgeoisie a donné naissance à son négateur, la classe sociale qui détruira son règne. En socialisant le travail, elle a créé la base, les conditions, de son renversement. Pour tirer en arrière, pour maintenir son pouvoir, la bourgeoisie est devenue réactionnaire. Elle opprime, triche, viole sa propre légalité. Dans les crises, elle est capable de s'autodétruire partiellement plutôt que de risquer de perdre son pouvoir. Elle est capable de massacrer, de tuer, de torturer pour rester en place. En cela, elle se mue en monstre réactionnaire. Mais même ses Hitler ne peuvent faire tourner la roue de l'Histoire, laquelle conduit de manière inéluctable, à son renversement. La libre concurrence, qui marque l'ère du capitalisme florissant, ne dure qu'un temps. Des phénomènes économiques la jugulent très rapidement.

La concentration du capital

Le dogme de la libre-concurrence se heurte à la réalité. Il est faux. Car cette concurrence se heurte à des phénomènes contradictoires, dont un particulier, celui de la concentration du capital. Pour maximiser ses profits, le capitalisme use et abuse de la concurrence entre les travailleurs. Pour accroître son taux de profit, le patronat cherche à tirer vers le bas, le plus fortement possible, le coût de la main d'œuvre. Mais les capitalistes sont en concurrence avec leurs frères et sœurs de classe. Si, tant que le marché n'est pas saturé, il est possible d'avancer, pour chaque patron ou patronne, à la conquête, tambour battant, de part de marché, rapidement, les choses se muent en guerre de tranchée. Pour accroître son capital, ne pas en perdre, il est nécessaire de conquérir de nouveaux marchés. Plus de capitaux, c'est une marge de manœuvre plus grande, cela permet d'investir plus, de dépasser techniquement ses concurrents, de les écraser, de les racheter. Ce jeu n'est pas que darwinien. Une tendance lourde s'installe : les plus gros, les plus solides, finissent par avoir raison des plus petits. Pendant chaque crise, une véritable hécatombe se produit, durant laquelle les plus puissants capitalistes peuvent racheter à vil prix leurs concurrents. Dans la brochure *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine donne ainsi cet exemple :

« L'économiste allemand Kestner a consacré tout un ouvrage à « la lutte entre les cartels et les outsiders », c'est-à-dire les industriels qui ne font point partie de ces derniers. Il l'a intitulé : La contrainte à l'organisation, alors qu'il eût

fallu dire, bien entendu, pour ne pas exalter le capitalisme, la contrainte à se soumettre aux associations de monopolistes. Il est édifiant de jeter un simple coup d'œil, ne serait-ce que sur la liste des moyens de cette lutte actuelle, moderne, civilisée, pour « l'organisation », auxquels ont recours les unions de monopolistes :

1. *Privation de matières premières (...) « un des procédés essentiels pour imposer l'adhésion au cartel » ;*
2. *Privation de main-d'œuvre au moyen d'« alliance » (c'est-à-dire d'accords entre les capitalistes et les syndicats ouvriers, aux termes desquels ces derniers n'acceptent de travailler que dans les entreprises cartellisées) ;*
3. *Privation de moyens de transport ;*
4. *Fermeture des débouchés ;*
5. *Accords avec les acheteurs, par lesquels ceux-ci s'engagent à n'entretenir de relations commerciales qu'avec les cartels ;*
6. *Baisse systématique des prix (pour ruiner les « outsiders », c'est-à-dire les entreprises indépendantes du monopole, on dépense des millions afin de vendre, pendant un certain temps, au-dessous du prix de revient : dans l'industrie de l'essence de pétrole, il y a eu des cas où les prix sont tombés de 40 à 22 marks, soit une baisse de près de moitié!) ;*
7. *Privation de crédits ;*
8. *Boycottage. Ce n'est plus la lutte concurrentielle entre les petites et les grandes usines, les entreprises techniquement arriérées et les entreprises techniquement avancées. C'est l'étouffement par les monopoles de ceux qui ne se soumettent pas à leur joug, à leur arbitraire. »*

Ce n'est nullement une belle histoire d'amour entre passionnés des affaires, c'est une guerre. La concentration du capital suit deux logiques : l'horizontale et la verticale. La concentration verticale pousse les capitalistes à vouloir sécuriser leurs approvisionnements et leur relais de distribution. Ainsi, ils rachètent l'intégralité de la chaîne de production, la concentrent entre leur mains, pour éviter de dépendre des fluctuations du marché, de chantages à la distribution, à l'approvisionnement. La concentration horizontale pousse au rachat des concurrents, des autres entreprises officiant dans la même branche d'activité. Elle vise à faire du capitaliste l'acteur prédominant dans le secteur, de lui accorder l'hégémonie. Les deux mouvements ne s'excluent pas mutuellement, débouchent l'un et l'autre sur une tendance à la concentration. Absorption après absorption, les gros deviennent des géants. Au final, le capital se concentre, par phénomène de gravité naturelle. Au final, naissent les monopoles.

Le monopole

Le monopole est inéluctable. Il est le stade final de la concentration du capital. L'apparition des monopoles, dans l'histoire, ont signifié que le capitalisme avait atteint une phase nouvelle, celle dans laquelle est comprise la période actuelle. Dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, cette question est abordée ainsi :

« Premièrement, le monopole est né de la concentration de la production, parvenue à un très haut degré de développement. Ce sont les groupements monopolistes de capitalistes,

les cartels, les syndicats patronaux, les trusts. Nous avons vu le rôle immense qu'ils jouent dans la vie économique de nos jours. Au début du XX^e siècle, ils ont acquis une suprématie totale dans les pays avancés, et si les premiers pas dans la voie de la cartellisation ont d'abord été franchis par les pays ayant des tarifs protectionnistes très élevés (Allemagne, Amérique), ceux-ci n'ont devancé que de peu l'Angleterre qui, avec son système de liberté du commerce, a démontré le même fait fondamental, à savoir que les monopoles sont engendrés par la concentration de la production.

Deuxièmement, les monopoles ont entraîné une mainmise accrue sur les principales sources de matières premières, surtout dans l'industrie fondamentale, et la plus cartellisée, de la société capitaliste : celle de la houille et du fer. Le monopole des principales sources de matières premières a énormément accru le pouvoir du grand capital et aggravé la contradiction entre l'industrie cartellisée et l'industrie non cartellisée.

Troisièmement, le monopole est issu des banques. Autrefois modestes intermédiaires, elles détiennent aujourd'hui le monopole du capital financier. Trois à cinq grosses banques, dans n'importe lequel des pays capitalistes les plus avancés, ont réalisé l'« union personnelle » du capital industriel et du capital bancaire, et concentré entre leurs mains des milliards et des milliards représentant la plus grande partie des capitaux et des revenus en argent de tout le pays. Une oligarchie financière qui enveloppe d'un réseau serré de rapports de dépendance toutes les institutions économiques et politiques sans exception de la société bourgeoise d'aujourd'hui : telle est la manifestation la plus éclatante de ce monopole.

Quatrièmement, le monopole est issu de la politique coloniale. Aux nombreux « anciens » mobiles de la politique coloniale le capital financier a ajouté la lutte pour les sources de matières premières, pour l'exportation des capitaux, pour les « zones d'influence », — c'est-à-dire pour les zones de transactions avantageuses, de concessions, de profits de monopole, etc. — et, enfin, pour le territoire économique en général. Quand, par exemple, les colonies des puissances européennes ne représentaient que la dixième partie de l'Afrique, comme c'était encore le cas en 1876, la politique coloniale pouvait se développer d'une façon non monopoliste, les territoires étant occupés suivant le principe, pourrait-on dire, de la « libre conquête ». Mais quand les 9/10 de l'Afrique furent accaparés (vers 1900) et que le monde entier se trouva partagé, alors commença forcément l'ère de la possession monopoliste des colonies et, partant, d'une lutte particulièrement acharnée pour le partage et le repartage du globe. Les dynamiques internes au capitalisme font qu'il ne se contente jamais de ses possessions. Le besoin d'expansion perpétuelle pousse à dépasser le cadre étroit, national, des frontières. La suite logique est dans l'export, dans la conquête de marchés étrangers, dans la recherche d'une main-d'œuvre toujours plus bon marché, de matières premières toujours plus abordables, de marges toujours plus grandes et plus faramineuses. »

Le capitalisme quitte son stade premier, s'élève vers une étape supérieure : C'est le début de l'impérialisme.

5. L'IMPÉRIALISME, STADE DU CAPITALISME POURRISSANT.

L'un des apports essentiels de Lénine, résumé dans l'impérialisme, stade suprême du capitalisme est cette définition de cette étape nouvelle. Dans cet ouvrage majeur, l'impérialisme est défini de la manière suivante :

« Si l'on devait définir l'impérialisme aussi brièvement que possible, il faudrait dire qu'il est le stade monopoliste

du capitalisme. Cette définition embrasserait l'essentiel, car, d'une part, le capital financier est le résultat de la fusion du capital de quelques grandes banques monopolistes avec le capital de groupements monopolistes d'industriels ; et, d'autre part, le partage du monde est la transition de la politique coloniale, s'étendant sans obstacle aux régions que ne s'est encore appropriée aucune puissance capitaliste, à la politique coloniale de la possession monopolisée de territoires d'un globe entièrement partagé. (...) Aussi, (...) devons-nous donner de l'impérialisme une définition englobant les cinq caractères fondamentaux suivants :

1. Concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique ;
2. Fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce « capital financier », d'une oligarchie financière ;
3. L'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière
4. Formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde, et
5. Fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes. L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financiers, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes. »

Ite missa est, la messe est dite. Ainsi, la concentration du capital en grand groupements monopolistiques entraîne plusieurs phénomènes. La vie économique ne parvient plus à échapper à ces trusts, ces cartels, ces groupements industriels qui imposent leurs décisions. Seuls des îlots de petite production subsistent : commerce de détail, production artisanale limitée, petite possession agricole. Cependant, cela ramène à l'analyse faite, plus haut, sur la petite-bourgeoise commerçante. D'une manière générale, le destin de la bourgeoisie est de dominer ou d'être écrasée par ses concurrents, de se prolétarianiser ou se lumpen-prolétarianiser. Les besoins des capitalistes en termes de liaison avec les banques, prêts, émissions d'actions, liens boursiers, entraînent une fusion progressive entre les deux. In fine, la distinction entre capitalisme financier et industriel s'estompe progressivement. Ceci donne naissance à l'oligarchie décrite par Lénine, qui représente cette poignée de grands capitalistes possédant près de la moitié de la richesse terrestre. L'exportation des capitaux finit par prendre le pas sur l'exportation de marchandises. Il est plus rentable d'accorder des prêts usuriers, d'investir, que de produire et de vendre directement. Ainsi, toujours dans la brochure *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* :

« Monopoles, oligarchie, tendances à la domination au lieu des tendances à la liberté, exploitation d'un nombre toujours croissant de nations petites ou faibles par une poignée de nations extrêmement riches ou puissantes : tout cela a donné naissance aux traits distinctifs de l'impérialisme qui le font caractériser comme un capitalisme parasitaire ou pourrissant. C'est avec un relief sans cesse accru que se

manifeste l'une des tendances de l'impérialisme: la création d'un « État-rentier », d'un État-usurier, dont la bourgeoisie vit de plus en plus de l'exportation de ses capitaux et de la « tonte des coupons ». Mais ce serait une erreur de croire que cette tendance à la putréfaction exclut la croissance rapide du capitalisme ; non, telles branches d'industrie, telles couches de la bourgeoisie, tels pays manifestent à l'époque de l'impérialisme, avec une force plus ou moins grande, tantôt l'une tantôt l'autre de ces tendances. Dans l'ensemble, le capitalisme se développe infiniment plus vite qu'auparavant, mais ce développement devient généralement plus inégal, l'inégalité de développement se manifestant en particulier par la putréfaction des pays les plus riches en capital.»

Cet aspect d'investissement est particulièrement important, car il rentre en ligne de compte de manière directe quant à la question du caractère pourrissant de l'impérialisme. En effet, les monopoles ne songent qu'à exploiter au maximum les travailleurs, à investir le moins possible dans la recherche, à juguler le développement de technologies qui menacent leur hégémonie. Lénine le décrit ainsi dans la brochure *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* :

« Nous l'avons vu, la principale base économique de l'impérialisme est le monopole. Ce monopole est capitaliste, c'est-à-dire né du capitalisme ; et, dans les conditions générales du capitalisme, de la production marchande, de la concurrence, il est en contradiction permanente et sans issue avec ces conditions générales. Néanmoins, comme tout monopole, il engendre inéluctablement une tendance à la stagnation et à la putréfaction. Dans la mesure où l'on établit, fût-ce momentanément, des prix de monopole, cela fait disparaître jusqu'à un certain point les stimulants du progrès technique et, par suite, de tout autre progrès ; et il devient alors possible, sur le plan économique, de freiner artificiellement le progrès technique. »

Les capitalistes forment des alliances, des trusts, pour se répartir les marchés. Ces alliances sont toujours temporaires et sanctionnent un rapport de force à un instant T. Le découpage du Monde en zones d'influences, quasiment terminé en 1914, a créé une situation de saturation mondiale. Dans l'impossibilité de manœuvrer de nouveau, les grands groupements impérialistes concurrents se sont donc repartagés le Monde par le moyen le plus direct d'arbitrer les conflits et d'évaluer les rapports de force: la guerre.

Les contradictions du capitalisme et sa chute inéluctable.

Ce qui caractérise la société capitaliste, c'est la domination de la bourgeoisie sur le prolétariat. La bourgeoisie, comme cela a été expliqué plus haut, exploite les travailleurs pour créer la plus-value, grâce à leur possession des moyens de production. La bourgeoisie accumule ainsi du capital, sous la forme des bénéfices, qu'elle peut utiliser dans un panel de tactiques pour contrer la concurrence. Cela dans le but d'accumuler plus de capital et de répéter infiniment ce cycle. Dans l'équation, dans cette poursuite d'un objectif inaccessible, le prolétaire n'est qu'une variable parmi d'autres. Le coût du travail est paradoxal, car c'est le travailleur qui produit la richesse, mais le but du capitaliste est d'en tirer le profit maximal et la production la plus forte. Cela forme un antagonisme premier. Ce rapport entre capital et travail est caractéristique. Il est également paradoxal. La lutte que mène le capitaliste pour produire le moins cher possible, baisser le coût des matières premières, les salaires, se heurte à la misère. Payés le moins possible, les travailleurs n'ont pas le loisir de dépenser le

moindre denier dans du superflu. Ainsi, les marchandises, aussi peu chères soient-elles produites, ne se vendent pas. La suite est évidente: surproduction, baisse des ventes, réduction des effectifs, augmentation du chômage et de la misère, baisse de la consommation...Le cycle infernal. La crise s'alimente d'elle-même. Ainsi, elle contredit les théories de Adam Smith sur l'autorégulation des marchés.

La deuxième contradiction est du fait des capitalismes eux-mêmes de leur rapacité sans bornes. Rogner ne suffit pas pour gagner, une course à l'innovation se mène également. Cette course à l'innovation se répercute sur les investissements et sur les machines. Un capitaliste plus faible ne peut suivre cette course à l'armement et subira des pertes. Une entreprise technologiquement en retard verra son marché se résorber, s'étioler. Dans tous les cas, sa santé déclinera. Du fait de la dépendance vis-à-vis des banques, surtout en période d'investissement, un résultat négatif se traduit rapidement par de l'endettement. Un endettement trop important peut même finir par inquiéter le prêteur, qui sera plus réticent. Les inquiétudes des banquiers se traduisent par une économie moins fluide, fonctionnant par à-coups, et, finalement, poussant à la baisse de l'activité industrielle et de l'innovation technique. L'innovation possède une caractéristique tendancielle: sauf en cas de ce que les anglophones nomment *technological breakthrough*, termes qui mêlent à la fois le sens de rupture technologique et d'avancée, la tendance générale est à l'inflation des coûts en termes de moyens de production. Une machine plus efficace coûte plus cher qu'une machine moins efficace. Si cela paraît anodin, cet aspect est pourtant essentiel. Et pour cause. Les machines ne créent pas de plus-value, seul le travail humain en crée. Acheter des machines plus chères modifie la composition organique du capital.

Cette composition organique du capital est la somme de deux parties de nature et de poids inégales: une part fixe, constituée de frais fixes: loyer, remboursement des emprunts, coût des matières premières, coût des machines. Une part variable, laquelle est constituée par le coût social, par le travail, par le salaire. Les machines tendent à coûter de plus en plus cher, mais, en contrepartie, d'être de plus en plus efficaces. Elles permettent de réduire la masse salariale, de licencier des ouvriers. Les pléthoriques ateliers cèdent leur place, en Europe occidentale, à des usines remplies de machines à commandes numériques. Là où dix ouvriers œuvraient, un contrôleur suffit. Cela devrait réjouir les capitalistes, les remplir de bonheur. Or, c'est l'inverse qui se produit, car les efforts de ceux-ci s'annulent mutuellement. Au lieu de permettre une élévation des profits, cela entraîne une baisse des rendements. La logique est quelque peu contre-intuitive, c'est pourquoi il est nécessaire de l'expliquer. Une usine utilisant une technologie éprouvée est en concurrence avec une autre, disposant des mêmes technologies. L'usine A investit donc pour améliorer sa capacité de production, réduire ses coûts, et licencier une partie de son personnel. Elle peut ainsi produire deux fois plus de produits, deux fois moins cher. Logiquement, pour ne pas être distancée, l'usine B se doit de suivre ou d'être battue. C'est le maelström dans lequel est prise la bourgeoisie. Ainsi, les deux usines ont un capital fixe qui augmente, tandis que leur capital variable diminue. De plus, la rotation du capital, grossièrement le moment entre l'investissement et son retour en caisse, est entravé. Plus de capital doit être maintenu en trésorerie pour faire face aux frais immédiats. Les deux usines produisent donc deux fois plus, pour un marché qui n'est pas extensible à l'infini, qui tend à être d'autant plus saturé que leurs compressions de personnels augmentent tendanciellement la misère. Cela alimente, par ailleurs, la tendance à la paupérisation relative et absolue du prolétariat, la tendance qui fait que les riches deviennent plus riches, les pauvres

plus pauvres, et ce tant en valeur absolue que relative. Mais surtout le rapport entre le capital fixe et le capital variable diminue. Cent euros investis, auparavant, se décomposaient ainsi : 50 € dans la part fixe ; 50€ dans la part variable, une vente représentant 150€. Le rendement était donc de 50%, ce qui, au demeurant, est extrêmement bon. Par la suite, 100 € investis se décomposent ainsi : 80€ dans la part fixe, 20€ dans la part variable permettent de réaliser une vente de 150€. Tout va bien dans le meilleur des mondes.

Sauf que le capitalisme est un monde en mouvement. La concurrence avec l'usine B, ré-équipée, est à son paroxysme. Pour gagner le marché, il faut baisser le prix de vente, noyer le marché. Or, un travailleur peut produire une somme de richesses nettement supérieure à la valeur à laquelle il est payé. Le taux d'exploitation peut être augmenté autant que le permet la résistance humaine. Une machine ne peut être à demi nourrie d'énergie, de matières premières. Elle tombe en panne. Donc, dans le cas d'origine, le patron disposait d'une marge qu'il pouvait réduire, qu'il pouvait brimer, exploiter, surexploiter. Lorsque les ventes baissaient, la pression compensait la perte de rendement.

Dans le deuxième cas, la marge de manœuvre est plus faible, et les rendements plongent : 50% ; 30% ; 10 % ; 5%... L'usine vend pourtant deux fois, trois fois plus d'objets. D'un point de vue de la quantité, le chiffre d'affaire de la société peut exploser, les produits échangés sont de plus en plus grands. Mais l'investisseur ne s'intéresse pas à cela, il cherche à faire travailler son argent avec le rendement maximal. Au dessous d'un certain seuil, nommé taux de profit moyen, il enverra son argent travailler dans un secteur plus intéressant, plus profitable. La crise guette donc le secteur. Paradoxalement, un atelier produisant tout à la main est donc plus rentable qu'une usine *high-tech*. Pourquoi ne pas en rester à ce stade, si rentable ? Parce que l'atelier n'est pas compétitif, qu'il est balayé par la concurrence. Ce qu'il produit est rentable de ce point de vue, mais tellement peu compétitif, tellement anémique, qu'il en est pulvérisé. Cette baisse tendancielle est un démon avec lequel lutte la bourgeoisie. Cette tendance est combattue par de nombreux feux. Mais elle débouche régulièrement sur des crises. Celles-ci sont liées au capitalisme d'une manière intime. Cette baisse tendancielle est combattue par une exploitation accrue de la classe ouvrière, comme suggéré plus haut. Le nombre d'employés et d'ouvriers licenciés permet de créer cette armée de réserve, qui permet de faire pression sur les salaires. Le mépris de la vie humaine, cette volonté de réduire au maximum les dépenses liées à la vie des travailleurs, permet de rogner partout où il est possible. Par la recherche d'un *technological breakthrough* qui combattrait l'élévation du coût des machines [passage de la machine-outil à l'imprimante 3D, etc.], mais également par le fait que la production de machines-outils, elle aussi, tend à voir son coût baisser, la branche subissant, elle aussi, le phénomène de baisse tendancielle. Le dernier aspect est la conquête de nouveaux marchés, de matières premières négociées à des prix plus bas, de la délocalisation.

Cependant, ces tampons amortisseurs ne durent qu'un temps limité. Les capitalistes utilisent alors l'État comme recours. A la fois comme outil pour écraser la classe ouvrière, mais comme fer de lance pour la conquête et la défense des marchés. De fait, l'État est l'outil n°1 de la bourgeoisie pour appuyer son ordre dans et hors des frontières. Le capitalisme est mondial, mondialisé. Les capitalistes sont en concurrence au sein de cet espace, là aussi limité. Les ressources ne sont pas infinies, les marchés ne sont pas extensibles au delà du possible, en somme le monde est un plateau de Monopoly plus grand, mais tout aussi fini. Et lorsque la saturation arrive, la voracité sans fin prend le dessus sur toutes autres consi-

dérations. Pour s'approprier les richesses et les marchés, les bourgeoisies nationalement teintées se constituent des sphères d'influences. Ces sphères, malgré le discours de libre-échange, sont verrouillées. Elle sont verrouillées par des barrières économiques, par la présence d'élites achetées, par la présence des armées des pays impérialistes. Ainsi, de grandes parts du globe sont en état de domination économique et politique, sous la coupe d'un Etat suzerain. Ces luttes, dans un espace saturé, entraînent la formation d'alliances, de blocs, de camps. Périodiquement, cela débouche sur des conflits d'intensité variable, mais ayant toujours pour but d'illustrer l'évolution du rapport de force international. De cette domination internationale découle une troisième contradiction du capitalisme : l'opposition entre les nations opprimées et les métropoles.

Les métropoles représentent les puissances dominantes et impérialistes. Les nations opprimées sont, par voie de conséquence, les Etats subissant la domination de l'impérialisme. Paradoxalement, la domination impérialiste creuse sa propre tombe à chaque pas. Dans sa recherche effrénée de profits, la bourgeoisie trouve tout intérêt à investir massivement dans ces régions dominées. Elle exploite, surexploite la main d'œuvre indigène, en tirant des superprofits massifs. Mais les moyens qui lui permettent d'exploiter cette force de travail sont justement ceux de sa perte. Développant les forces productives locales, elle génère alors un prolétariat indigène, une industrie locale, une économie modernisée, tendant vers le développement de rapports de type capitalistes. Elle en finit même par créer une bourgeoisie nationale, locale, laquelle n'a aucun intérêt dans le maintien de la domination de la bourgeoisie impérialiste étrangère. Ayant exploité avec zèle et sans vergogne, elle finit par trouver en face d'elle les fondements d'une société qui se dirige vers l'indépendance. La bourgeoisie impérialiste n'a alors de choix que dans la répression la plus brutale et la plus barbare pour assurer, de force, son ordre. Bien souvent, les troupes coloniales qu'elle emploie pour ces fins apprennent à faire la guerre, d'abord contre leur frères et sœurs, puis, au final, contre leurs bourreaux. C'est cette contradiction qui explique l'attitude particulière des rapports coloniaux ou néo-coloniaux, cette situation de conflit et d'occupation que subissent les régions dominées.

Karl Kautsky, un dirigeant de la IIe Internationale, émis la thèse, par ailleurs défendue par d'autres révisionnistes, de l'imminence d'un super-impérialisme qui mettrait fin aux guerres et exploiterait le monde dans la paix. Lui et les tenants de cette ligne réformiste en tirèrent plusieurs conclusions servant de paravent à leur renoncement. La première étant que le monde n'était pas prêt pour le socialisme, car il fallait que l'impérialisme se répande partout et industrialise la Terre. La deuxième étant qu'il fallait donc accompagner ce mouvement pour que le capitalisme s'effondre. Cette théorie rejoint celle, menchevik également, de la révolution mondiale trotskiste. Les deux théories nient certains aspects essentiels de l'économie capitaliste. Le premier est l'inégalité de développement entre les Etats, qui fait qu'une révolution mondiale ne peut démarrer spontanément partout en même temps. Le monde n'étant pas mûr, d'une manière parfaitement équivalente, pour la révolution socialiste. Le deuxième aspect est le fait que les bourgeoisies n'acceptent pas d'être dominées et qu'elles cherchent des issues pour rebattre les cartes. Elles sont prêtes à des sacrifices temporaires, même immenses, pour s'ôter de la domination d'une autre bourgeoisie, ou pour faire bloc contre une autre. Comme les pays capitaliste avancent à des rythmes différents, que la situation de monopole d'une bourgeoisie tend à la muer en parasite se gavant de la « tonte des coupons », la rendant indolente, lente, obèse de profits, donc dépassable par une concurrence plus incisive, le super impérialisme se trouve battu en brèche. Il existe certes des

bourgeoisies compradores, lesquelles s'accommodent de leur statut de vassal d'une métropole. Mais pour un temps seulement. Dernière contradiction du capitalisme et de l'impérialisme : la contradiction entre le caractère social des forces productives et l'appropriation privée des bénéfices. Les ateliers individuels appartiennent, dans l'ensemble, au passé. Aucun homme, aucune femme, ne produit seul. Désormais, la chaîne de production est un ensemble qui relie différents acteurs, lesquels travaillent successivement sur différentes tâches, permettant, au bout du processus, d'avoir une marchandise utilisable, consommable. Les Hommes travaillent ensemble. Mais le produit de leur travail est accaparé par des individus, prétextant la possession du capital comme justification. Cette classe est parasitaire, et son parasitisme entrave le développement de l'humanité. La recherche du profit entrave la satisfaction des besoins matériels et culturels, sans cesse croissants, de la population. Les questions de rendement, de taux de profit, entravent le développement harmonieux de l'économie. Le capitalisme qui, auparavant, avait donné un coup de fouet sans précédent à la production, à la circulation des biens, l'entrave désormais. La crise, la stagnation économique, les rendements décroissants sont la norme. Dans le capitalisme il y aura toujours une contradiction entre la production qui est collective et la propriété qui est privée. Elle est l'impasse qui empêche le passage à une étape supérieure de l'histoire de l'humanité.

6. LE RÔLE HISTORIQUE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

La classe ouvrière est porteuse d'un particularisme. Elle est, comme mentionné plus haut, le miroir de la bourgeoisie, son opposé complet. Elle possède, également, un rôle historique particulier. Marx mentionnait ainsi ceci, en 1848, dans le manifeste du Parti Communiste.

«L'existence et la domination de la classe bourgeoise ont pour condition essentielle l'accumulation de la richesse aux mains des particuliers, la formation et l'accroissement du Capital ; la condition d'existence du capital, c'est le salariat. Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux. Le progrès de l'industrie, dont la bourgeoisie est l'agent sans volonté propre et sans résistance, substitue à l'isolement des ouvriers résultant de leur concurrence, leur union révolutionnaire par l'association. Ainsi, le développement de la grande industrie sape, sous les pieds de la bourgeoisie, le terrain même sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation. Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables.»

Sans tomber dans un messianisme idéaliste, le rôle de la classe ouvrière est de mener le prolétariat dans la résolution de cette contradiction entre le caractère social de la production et l'accaparement privé des profits. La résolution de cette contradiction ouvrira progressivement la voie à l'arrivée d'une société où les contradictions de classe seront liquidées. Elle est également la classe la plus résolument en faveur de la révolution, étant donné qu'elle n'est propriétaire d'aucun moyen de production. Elle est également la plus directement exploitée par le capital, par la bourgeoisie parasitaire. Elle n'a que ses chaînes à perdre. L'issue de la résolution de cette contradiction est l'apparition d'une société sans classes sociales, et donc, par voie de conséquence, sans Etat.

Cette société est la société communiste.

II – LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

LE SOCIALISME ET LE COMMUNISME

1. LA PRISE DU POUVOIR ET LA RÉVOLUTION

Changer la société passe par une étape incontournable, essentielle, primordiale : la question du pouvoir. Il ne s'agit pas de poser cette question d'une manière idéaliste, en visualisant le pouvoir comme quelque chose qui flotte dans l'espace, qui plane. Le pouvoir c'est la capacité à mettre en œuvre de manière concrète et pratique les décisions qui sont prises. Il s'agit d'un objet concret. Dire, comme les anarchistes, que nous « rejetons le pouvoir » est un non-sens. La norme est le réformisme. Que les candidats brandissent le terme de révolution comme un fétiche est, là aussi, un non-sens. Les partis bourgeois posent la question du pouvoir en terme d'accession aux instances dirigeantes de l'État bourgeois. Entre opportunisme et naïveté, cette position revient à accepter les règles d'un jeu truqué. Le syndicalisme se limite aux questions économiques. Il apporte une approche économiste de la lutte des classes. Il est un outil légitime et nécessaire du combat, mais il est un outil à dimension tactique. Il permet d'occasionner des revers aux exploités, mais il n'occasionne pas leur défaite. Il en est de même pour les lobbys ou les associations de la société civile. Il s'agit de méthode tactiques, ayant une capacité de transformation limitée et, in fine insuffisante. La question du pouvoir, du pouvoir politique, est essentielle. Elle est la clé de tout. Or, pour s'exercer, il nécessite de briser l'État de la bourgeoisie et d'œuvrer à la construction de celui du prolétariat. Cela passe par des étapes, exige des moyens. Le Marxisme-léninisme emploie la métaphore des « trois épées magiques » pour illustrer les besoins des révolutionnaires :

Le Parti est cette première épée. Il n'est pas de question plus cruciale que celle-ci. Pourquoi un Parti ? Les anarchistes, sur ces questions de principes, rejettent cette organisation. Soit car ils considèrent que celle-ci est autoritaire, soit car ils considèrent que celle-ci n'est pas nécessaire, le syndicalisme et la spontanéité révolutionnaire suffisant. Dans la lutte révolutionnaire, les forces du prolétariat ne sont pas à leur avantage. La bourgeoisie concentre un certain nombre d'atouts : organisation ; culture du commandement ; hégémonie idéologique ; maîtrise de l'art militaire ; capital ; soutien des réactionnaires et des autres capitalistes. Elle étudie de près les expériences révolutionnaires et en tire des conclusions pour adapter sa stratégie de défense et en déduire des tactiques. Le Parti Communiste est une structuration des forces vives de la révolution dans le but de la mener à bien. Elle est l'État-major de la classe ouvrière ; son centre politique et militaire. Loin des débats puérils et enfantins, le Parti Communiste recherche plusieurs critères. L'idéologie la plus performante, la plus poussée. Elle permet de comprendre la situation dans laquelle évoluent les révolutionnaires, de comprendre la situation, les attentes, l'état d'esprit des masses et de fournir des réponses adaptées. Ce travail est essentiel. La bourgeoisie attaque, frappe, traque ; c'est son intérêt. Il n'existe pas de pitié ou de clémence à attendre d'elle. Dans cette lutte mortelle, le Parti n'a pas d'autre choix que d'établir sa ligne par rapport à la situation matérielle, réelle, du lieu où il lutte. La construire autour de fantasmes et de désirs projetés entraînerait la perte de celui-ci.

Quelques soient les inventions que clament les adeptes des organisations compliquées, des théories fumeuses, il n'existe aucun rempart contre la déviation idéologique. Seule la lutte interne constante contre les déviations peut permettre d'assurer le maintien d'une ligne juste. Le Parti dispose d'instances démocratiques, telles que les congrès, les conférences, les assemblées générales. Ces instances déterminent, aux différentes échelles, le contenu théorique, idéologique, ainsi que les lignes

du Parti. Cependant, un Parti Communiste n'est pas une clique, contrairement aux désirs de trotskistes. Les tendances sont bannies. Lorsque les décisions sont prises, elles sont appliquées par l'ensemble de la structure. C'est uniquement ainsi que le Parti remplit sa tâche : être efficace.

Le degré d'organisation maximal, car les tâches déterminées doivent être exécutées promptement. Sans cela, le Parti est un lobby. Il est un *think-tank* émettant des thèses en l'air, en espérant qu'elles retombent quelque part. Un parti indépendant de la bourgeoisie et des institutions. Le PCF est un parti de boutiquiers. Il dépend de ses élus pour son fonctionnement, donc de ses liens avec l'appareil d'État bourgeois. Alors que dans un Parti Communiste, le Parti commande les élus, *de facto* dans le PCF, l'inverse se produit. Dépendant de cette manne financière pour entretenir sa bourgeoisie interne, le PCF mendie, auprès de la sociale démocratie, des places, des fauteuils. Un Parti Communiste ne peut pas exister s'il est contrôlé par ses liens avec son ennemi mortel. Idéologique poussée, organisation maximale, indépendance, voici ce qui compose la première épée : le Parti.

Le Front est la seconde épée. Il s'agit du cercle de fer des organisations de masse qui gravitent autour du Parti, qui organisent, stimulent et dirigent les masses. Il s'agit d'un réseau d'organisations liées ou alliées, tels que les syndicats, les collectifs, les associations, mais également les soviets, ces conseils dans lesquels les représentants du peuple s'expriment et dirigent. Que sont les soviets ? Voici la définition faite dans *Sur la route de l'insurrection* :

« Les soviets sont un nouvel appareil étatique qui, en premier lieu, instaure la force armée des ouvriers et des paysans, force qui n'est pas, comme celle de l'ancienne armée permanente, détachée du peuple, mais reliée étroitement à ce dernier, qui, dans le domaine militaire, est incomparablement supérieure à toutes celles qui l'ont précédée et qui, au point de vue révolutionnaire, ne peut être remplacée par aucune autre. En second lieu, cet appareil instaure avec les masses, avec la majorité du peuple, une liaison si étroite, si indissoluble, si facilement contrôlable et renouvelable qu'on en chercherait vainement une semblable dans l'ancien appareil étatique. En troisième lieu, cet appareil qui est électif et dont le peuple peut, à son gré, sans formalités bureaucratiques, changer le personnel, est par là même beaucoup plus démocratique que les appareils antérieurs. En quatrième lieu, il donne une liaison solide avec les professions les plus diverses, facilitant ainsi la réalisation, sans bureaucratie aucune, des réformes les plus différentes et les plus profondes. En cinquième lieu, il donne la forme d'organisation de l'avant-garde des 94 paysans et des ouvriers, c'est-à-dire de la partie la plus consciente, la plus énergique, la plus avancée des classes opprimées, et permet par là même à cette avant-garde d'élever, instruire, éduquer et entraîner dans son sillage toute la masse de ces classes, qui jusqu'à présent était restée complètement en dehors de la vie politique, complètement en dehors de l'Histoire. En sixième lieu, il permet d'allier les avantages du parlementarisme à ceux de la démocratie immédiate et directe, c'est-à-dire de réunir, dans la personne des représentants électifs du peuple, le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. »

La troisième épée est une épée de fer. Ce sont les forces combattantes, les milices, l'armée populaire, les groupes d'autodéfense. Ce sont eux qui forment les bataillons d'assaut de la révolution, tout comme son bouclier. Cependant, tout comme dans le cas des élus, il est essentiel de garder à l'esprit la phrase de Mao Zedong :

« *Le Parti commande aux fusils, en aucun cas les fusils ne sauraient commander au Parti.* »

L'imbrication de ces trois aspects forme les armes qui portèrent, lors des révolutions passées, et qui porteront, à l'avenir, la défaite chez la bourgeoisie. La théorie de la révolution a connu bien des écoles. Certains sont des partisans du Grand Soir, cette théorie pétrie d'idéalisme. Ils et elles imaginent qu'un beau jour les masses sortiront dans la rue, prendront l'Assemblée et déclareront la république bourgeoise abolie.

Cette manière de voir les choses n'a jamais connu d'application concrète. Elle est un fantasme, rien de plus. Dans les faits, les masses sont spontanément réformistes. La révolution, la construction d'une nouvelle société, se heurte à l'idéologie bourgeoise, au poids des habitudes. Lorsque ces individus étudient le passé, ils ne voient pas, souvent par rejet de l'organisation, que les révolutions furent issues d'un travail en amont, mené par des organisations révolutionnaires.

Bien souvent, dépités, déçus, les tenants de cette théorie rejettent leur idéologie révolutionnaire de pacotille et se tournent vers le réformisme. Plus ambitieuse encore, la Révolution Mondiale trotskiste. Elle est défaitiste par essence, car repousse au moment « parfait » le déclenchement de l'opération révolutionnaire. Par ce moyen, elle peut ainsi le remiser toujours au lendemain, et considérer que l'heure n'est pas propice. Cela permet de justifier l'activité fractionnelle au sein des organisations de la bourgeoisie, des partis sociaux démocrates. Pire encore, lorsqu'une révolution a lieu, ses tenants s'effraient et la considèrent condamnée, par son caractère local, national. Dès lors, ils n'ont de cesse de le décrier et de le saboter.

« *La révolution ne résoudrait les problèmes bourgeois qui se présentaient à elle en première ligne qu'en portant le prolétariat au pouvoir. Et lorsque celui-ci se serait emparé du pouvoir, il ne pourrait se limiter au cadre bourgeois de la révolution. Tout au contraire, et précisément pour assurer sa victoire définitive, l'avant-garde prolétarienne devrait, dès les premiers jours de sa domination, pénétrer profondément dans les domaines interdits de la propriété aussi bien bourgeoise que féodale. Cela devait l'amener à des collisions non seulement avec tous les groupes bourgeois qui l'auraient soutenue au début de sa lutte révolutionnaire, mais aussi avec les larges masses paysannes dont le concours l'aurait poussée vers le pouvoir. Les contradictions qui dominaient la situation d'un gouvernement ouvrier, dans un pays retardataire où l'immense majorité de la population se composait de paysans, ne pouvaient trouver leur solution que sur le plan international, sur l'arène d'une révolution prolétarienne mondiale.* »

Ce qui est souligné révèle la posture de Trotsky. Pour cet individu, la révolution ne trouvant pas son issue dans l'arène mondiale, doit renoncer et retourner à son stade bourgeois. C'est une capitulation totale. Sa révolution permanente, niant les étapes, niant l'alliance avec la paysannerie, est un aventurisme qui cache, là encore, une déviation de droite. « Si on ne peut être pur, n'essayons pas, » tel serait son crédo. Lénine présentait les choses d'une manière intégralement opposée, citée dans *Les principes du léninisme* :

« *Auparavant, on considérait que la victoire de la révolution dans un seul pays était impossible car, disait-on, pour vaincre la bourgeoisie, il faut l'action combinée des prolétaires de la totalité ou, tout au moins, de la majorité des pays avancés. Ce point de vue ne correspond plus à la réalité. Il faut maintenant partir de la possibilité de la victoire*

sur la bourgeoisie dans un seul pays, car le développement inégal, saccadé des pays capitalistes sous l'impérialisme, l'aggravation des contradictions internes de l'impérialisme, qui aboutissent fatalement à des guerres, la croissance du mouvement révolutionnaire dans tous les pays du globe entraînent non seulement la possibilité, mais la nécessité de la victoire du prolétariat dans des pays isolés. »

Lénine est clair : Il est possible, il est nécessaire de saisir l'opportunité de frapper la bourgeoisie et d'être victorieux, même dans un seul pays. Il poursuit de même :

« *Mais renverser le pouvoir de la bourgeoisie et instaurer celui du prolétariat dans un seul pays, ce n'est pas encore assurer la victoire complète du socialisme. La tâche principale : l'organisation de la production socialiste, est encore à accomplir. Peut-on en venir à bout, peut-on obtenir le triomphe définitif du socialisme dans un pays sans les efforts combinés des prolétaires de plusieurs 24 pays avancés ? Certes, non. Pour renverser la bourgeoisie, il suffit des efforts d'un seul pays : c'est ce que nous montre l'histoire de notre révolution. Pour le triomphe définitif du socialisme, l'organisation de la production socialiste, il ne suffit pas des efforts d'un seul pays, particulièrement d'un pays rural par excellence comme la Russie : il faut les efforts des prolétaires de plusieurs pays avancés.* »

Trotsky, dans ses trois fausses théories, Révolution Mondiale, Révolution permanente, Programme de Transition, réussit un triplé d'échecs. Le Programme de Transition, que les organisations trotskistes appliquent avec soin, est une illusion parfaite du Trotsky vieillissant de la fin des années 30, préfigurant le Trotskisme fascinant des années 1940. L'idée est simple : présenter un programme que le capitalisme ne peut satisfaire, mais qui -jamais au grand jamais- ne mentionne la révolution, sinon cosmétiquement. Cela va passer par des revendications d'interdiction des licenciements, d'interdiction des profits capitalistes, de mise sous contrôle populaire d'une partie de l'industrie et des monopoles capitalistes. En somme cela demande à l'État bourgeois de tirer contre son camp. La stratégie vise à démontrer aux masses le caractère hostile du capitalisme et, au final, à les amener à se révolter. Dans le fond, cela revient à leur cacher la vérité, c'est à dire que cela n'est pas possible. Cela revient à les lancer, sans être politiquement armés, à l'assaut de la bourgeoisie. Lorsque cela échoue, non seulement les masses sont déçues, dégoûtées, mais aucun progrès politique n'est fait. C'est ce qui est retrouvé dans des mots d'ordres tels que « insurrection citoyenne » ; « gouvernement ouvrier » ; « nationalisations démocratiques. » Ce sont des mots d'ordre qui nient la question du pouvoir, de la révolution.

- La théorie de l'insurrection, elle aussi, connaît ces vices. Elle consiste en une accumulation de forces censées à un instant T déboucher sur une éruption révolutionnaire. Ces accumulations en réserves stratégiques sont, sur le papier, positives, mais, bien souvent, elles se cantonnent à cela et tergiversent. Des insurrections ont réussi, notamment celles de Petrograd, il y a cent ans, mais baser la stratégie de l'organisation révolutionnaire sur cette seule option est un pari risqué, qui demande des conditions ultra-spécifiques pour déboucher sur un succès. Or, il est essentiel de créer ses propres succès. Il est donc possible de faire mieux.
- La théorie de la guerre prolétarienne prolongée est

une théorie qui synthétise les apports de la lutte révolutionnaire dans toute l'histoire. Elle est la somme la plus aboutie de la théorie militaro-politique de la révolution. Lorsqu'en 1917, les bolcheviks ont lancé la révolution, cela ne s'est pas fait en un tour de main. Une guerre civile fut nécessaire pour permettre l'instauration du pouvoir communiste. L'insurrection a formellement déclaré ce pouvoir, mais son exercice réel est l'enfant de la guerre. En 1949, lorsque Mao Zedong proclame la République Populaire de Chine, cela vient couronner la fin d'une guerre qui a permis aux communistes de créer un espace dans lequel ils assumaient la réalité du pouvoir.

Dans les deux cas, dans chacun des cas, c'est la capacité à pouvoir exercer ce pouvoir réel qui prime sur la déclaration formelle. C'est cette capacité de remplacement du pouvoir bourgeois par celui du prolétariat qui est la clé. La déclaration formelle n'est que vent si elle ne s'accompagne pas de cela. Dans ce cadre, la Guerre Populaire Prolongée est une méthode dure stratégiquement : elle recherche la destruction de la capacité d'assurer la réalité du pouvoir par la bourgeoisie, pour construire celle du prolétariat. Tactiquement, elle est très souple, elle permet d'utiliser l'ensemble des moyens, que ceux-ci soient légaux ou non, pour réaliser cet objectif. La tactique, cependant, doit rester étroitement subordonnée à la stratégie. Elle traverse, grossièrement, trois étapes :

- La défensive stratégique, étape de rassemblement des forces, de construction, de luttes défensives, syndicales, antifascistes. Elle est une période d'accumulation en vue du conflit et de début de conflit. Elle doit déboucher sur une politisation, une radicalisation politique des luttes. Elle doit déboucher aussi sur des embryons de soviets capables de prendre des décisions et de pouvoir en débiter l'application.
- La période d'équilibre stratégique correspond à un double-pouvoir. Elle correspond à une phase pendant laquelle chacun des deux camps dispose d'une influence certaine, dans certains secteurs -géographiques, sociaux ...etc. Cependant, aucun des deux ne peut anéantir l'autre, directement, à ce stade. Il s'agit d'un moment où la lutte se double d'un caractère militaire fort, et où l'accumulation de forces se double de la nécessité de briser la machine adverse.
- L'offensive stratégique correspond au moment où la révolution prend le pas, impose sa légalité et sa légitimité sur un ordre pourrissant et s'effondrant. Les institutions de l'État bourgeois ne répondent plus. Sa capacité d'initiative est tarie, celle à assumer le pouvoir de manière concrète se disloque. L'offensive stratégique correspond à l'antichambre de la victoire.

La théorie étant défrichée, quelles sont les étapes par lesquelles passe la révolution ?

2. LES ÉTAPES

La révolution de nouvelle démocratie

Au sein des pays dominés, il n'est pas directement possible

de franchir toutes les étapes d'un seul coup. L'économie, la structure de la société, sont généralement entre les mains d'impérialistes étrangers ou d'une bourgeoisie *compradore* fonctionnant avec des relais quasiment féodaux. La Chine d'avant 1949 était dans ce cas de figure, mais, actuellement un certain nombre de Pays les Moins Avancés, ou de pays dominés conservent cette forme d'organisation économique. La division entre bourgeoisie nationale, laquelle n'a pas d'intérêt à collaborer avec les occupants, et la bourgeoisie *compradore*, soumise et collaboratrice, fait qu'une alliance avec la première est possible. Dans le cas de la Chine semi-coloniale ; semi-féodale, le Parti Communiste Chinois, et notamment Mao Zedong, a développé la thèse de la *Nouvelle Démocratie*. Celle-ci est l'alliance du prolétariat, des paysans et d'une partie de la bourgeoisie dans la lutte de libération du pays. Elle n'est pas au stricto sensu une révolution socialiste ni une révolution bourgeoise. En effet, elle n'entraîne pas directement à l'étape socialiste, mais elle est sous direction prolétarienne. L'effet conjoint de l'avancée du développement des forces productives et de la dictature du prolétariat permet d'évincer progressivement la bourgeoisie. Son objectif est de déboucher sur une société socialiste, en menant la lutte des classes à son terme.

Le socialisme

Le socialisme est l'étape que les pays impérialistes et économiquement développés sont en mesure de franchir. Cette étape est expliquée de manière plus détaillée dans la brochure *Le Socialisme*. Elle est l'étape pour laquelle les communistes léninistes de l'État Français se battent. Elle consiste en un renversement du capitalisme par la révolution socialiste, en la construction et l'affermissement du pouvoir prolétarien, dans le fait de mener à son terme la lutte des classes et de construire la société communiste, sans classes ni Etat. L'approche idéaliste-métaphysique de la lutte des classes pousse à croire que le socialisme est une étape inutile, inventée de toutes pièces par les communistes pour prendre et garder le pouvoir. Dans les faits, cette étape n'est ni superflue, ni dépassable directement. Au contraire, elle se déroule sur un temps long, pendant lequel la société est transformée en profondeur. Celles et ceux qui la rejettent ne comprennent pas ces changements, ne veulent pas les voir, et pensent que le communisme est un capitalisme « bien dirigé », et non une réelle étape. Le socialisme se résume ainsi : une étape de transition entre le capitalisme et le communisme. Cette étape est marquée par l'instauration de l'État prolétarien et la Dictature du Prolétariat.

« L'État prolétarien peut revêtir différentes formes. Le passage du capitalisme au communisme ne peut évidemment pas ne pas fournir une énorme abondance et diversité de formes politiques ; mais leur essence sera inévitablement une : la dictature du prolétariat. » (V. Lénine, *L'État et la révolution*)

La dictature du prolétariat.

Lénine, dans *La maladie infantile du communisme*, explique ainsi la dictature du prolétariat : *« La dictature du prolétariat est une lutte acharnée, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions du vieux monde. La force de l'habitude enracinée chez des millions et des dizaines de millions d'hommes, voilà la force la plus redoutable. Sans un parti, un parti de fer endurci dans la lutte, sans un parti jouissant de la confiance de tous les membres honnêtes de la classe en question, sans un parti habile à suivre l'état d'esprit des masses et à influencer sur lui,*

il est impossible de mener cette lutte avec succès.»

Celle-ci est l'incarnation du pouvoir prolétarien. Elle présente un caractère dialectique inverse de celui de la démocratie bourgeoise : elle est une démocratie pour les masses populaires, pour le peuple, pour les opprimés ; elle est une dictature contre les classes dominantes, contre la bourgeoisie et ses relais. Cette dictature-démocratique est le rempart contre le retour d'un ordre ancien, d'une bourgeoisie cherchant à reconstituer son paradis perdu, contre l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie, mais également un outil juridique, économique, pour briser les rapports anciens et faire émerger une société nouvelle. Elle est le fer de lance d'un prolétariat qui se libère de la domination culturelle, politique, de la bourgeoisie. En cela elle est libératrice et instaure une démocratie qui ne se résume pas à un bulletin dans une urne.

Dans *Les principes du Léninisme*, Joseph Staline donne trois points fondamentaux à cette dictature :

1. *Utilisation du pouvoir du prolétariat pour la répression des exploités, la défense du pays, la consolidation des relations avec les prolétaires des autres pays, le développement et la victoire de la révolution dans tous les pays ;*
2. *Utilisation du pouvoir du prolétariat pour détacher définitivement de la bourgeoisie les travailleurs et les masses exploités, pour renforcer l'alliance du prolétariat avec ces masses, pour faire participer ces dernières à la réalisation du socialisme et assurer leur direction politique par le prolétariat ;*
3. *Utilisation du pouvoir du prolétariat pour l'organisation du socialisme, l'abolition des classes, l'acheminement vers une société sans classes, sans Etat.*

Le premier aspect de la société socialiste est qu'elle ne peut exister sans être dirigée par un authentique Parti Communiste. Au sein de ce parti même, la bataille pour le socialisme créé des remous, des tensions, une lutte de ligne, reflet de l'influence de la lutte des classes au sein même de l'État-major de la classe ouvrière. Si la direction révolutionnaire perd le Parti ; si le Parti perd le pouvoir, le processus stoppe. Il n'est pas question d'une alternance possible entre un parti bourgeois et un parti prolétarien au cours d'élections. De même, l'aggravation progressive de la lutte des classes fait que l'affrontement avec la bourgeoisie ne saurait être une promenade de santé. Acculée à la porte de sortie de l'histoire, il serait incroyable que la bourgeoisie, laquelle ne respecte déjà nullement la légalité bourgeoise, agisse de manière fair-play et accepte son sort. Sabotages, grèves réactionnaires, assassinats, terrorisme, interventions étrangères sont à prévoir.

Le pouvoir socialiste ne signifie pas de manière stricte un pouvoir de parti unique. D'autres organisations alliées peuvent exister et être membre d'un front populaire. Cependant, l'hégémonie doit être celle du Parti Communiste. Non par une méchanceté et une avidité de pouvoir, mais bien parce qu'il est -par définition- le parti de la transition socialiste. Par opposition, donc, les autres partis ne le sont pas, et sont donc hostiles in fine à l'accomplissement de cette transformations jusqu'à son terme. Etant donné la forme que la lutte des classes peut prendre, il n'est pas tolérable qu'existe une opposition structurée et organisée au sein et hors du Parti Communiste. La démocratie populaire est la base du fonctionnement de l'État prolétarien. Elle est l'aspect démocratique de

la dictature-démocratique du peuple. Son principe n'est nullement celui de la délégation du pouvoir, par un blanc-seing, à un petit groupe de représentants, tel que nous l'enseigne la « démocratie » bourgeoise. Elle tire sa force de la mobilisation des masses dans la décision et dans l'exécution. Elle se fonde sur l'intervention des masses dans la politique de manière permanente, à travers les associations, les syndicats, les soviets. Voici ce que Joseph Staline explique dans *La révolution d'Octobre et la tactique des communistes russes* :

« La dictature du prolétariat n'est pas simplement une élite gouvernementale, « intelligemment » sélectionnée par un « stratège expérimenté » et « s'appuyant raisonnablement » sur telles ou telles couches de la population. La dictature du prolétariat est l'alliance de classe du prolétariat et des masses laborieuses rurales pour le renversement du capitalisme, pour la victoire définitive du socialisme, à la condition que la force dirigeante de cette alliance soit le prolétariat. »

Ceci n'est nullement contradictoire avec le rôle dirigeant du Parti. Il encourage les masses à se saisir par elles-mêmes du pouvoir et des tâches étatiques. Il impulse, par ses relais, la ligne communiste et fournit les cadres organisationnels de l'émancipation populaire. Le régime socialiste est soviétique car ce sont ces organisations de masse qui forment la structure de l'État. Les mandataires élus sont sous la coupe d'un mandat précis définissant la ligne qu'ils doivent appliquer. Si ils en dévient, ils sont révoqués et soumis aux peines prévues pour condamner ces faillites. La Révolution, expliquait Mao Zedong, n'est pas un dîner de gala. Elle est issue d'un acte de violence par lequel une classe a chassé l'autre du pouvoir. La raison d'être de la dictature du peuple est de lutter contre la machine ne guerre bourgeoise et contre sa volonté de retour. La police, la justice, la milice, l'armée populaire sont les outils de la lutte contre les menées réactionnaires de la bourgeoisie.

Dans l'État socialiste, ce sont les masses en armes qui assurent la défense. Elles sont les plus à même de mettre en échec les menaces ennemies, tout en luttant contre les tendances au bonapartisme. L'armée n'est pas coupée des masses, elle fait corps avec elle, et, en temps de paix, elle aide à la production, à la construction. L'instruction à la défense fait partie du parcours éducatif de chaque citoyen.

La socialisation des moyens de production

Arracher à la bourgeoisie les moyens de production, ces outils par lesquelles elle accapare la plus-value, est une tâche centrale de la révolution. Celle-ci doit devenir la propriété non pas des ouvriers qui travaillent sur ces machines, mais bien du peuple tout entier. La propriété devient ainsi un bien collectif à travers la gestion de l'État prolétarien. Collectiviser prend plusieurs formes, se fait en plusieurs étapes. Cela ne se fait pas en un jour, d'un seul décret. La collectivisation suit le développement de l'économie, des rapports entre les classes sociales -en particulier celui de la petite bourgeoisie- au degré duquel est la concentration de la production, des pratiques, des mentalités... La dictature du prolétariat met en place cette collectivisation des secteurs clés de l'économie, avec la volonté de l'étendre de la manière la plus poussée possible, la plus globale, la plus intégrante. Cette étape est celle qui amène au socialisme. Dans l'expérience des révolutions socialistes, la collectivisation s'est déroulée avec des avancées, des reculs, en fonction du flux et du reflux du mouvement de masse révolutionnaire. Une longue période, en Chine comme en URSS, a vu la survivance d'un secteur privé de petite production, de sociétés mixtes, de coopératives [Kolkhozes.] En utilisant un

système fiscal et d'imposition limitant la possibilité d'accumuler un capital, par la non cessibilité et la non transmissibilité des titres de propriété, ce secteur fut limité avant d'être liquidé en incitant à la socialisation.

La planification de l'économie

Le Parti Communiste Français, organisation réformiste, considère que le simple transfert de la propriété à l'État suffit à créer le socialisme. Mettant la charrue avant les bœufs, cette organisation émet la thèse fautive selon laquelle ce transfert, cette construction de monopoles publics, suffit à créer la base du socialisme, qu'elle en est la transition. Or, la propriété formelle n'est qu'une forme juridique du rapport d'exploitation. Le fond de l'affaire n'est pas sur la propriété formelle mais bien sur la possession réelle des moyens de productions. Le but n'est donc pas de faire passer avec « armes et bagages » l'industrie de la bourgeoisie entre les mains de l'État, tout en conservant les mêmes rapports de concurrence et d'exploitation, de faire du Capitalisme d'État. Elle est, au contraire, de bâtir une économie répondant non à la question de la rentabilité et du profit, mais à celle de la satisfaction des besoins. Pour exister, il est nécessaire de juguler l'anarchie de la production, la loi du marché, et de planifier l'économie. Planifier l'économie permet de l'adapter aux besoins de la population, de soumettre les unités de production à un plan, à développer les branches de l'économie de manière harmonieuse. Cela permet d'avoir une gestion de l'impact écologique, de lutter contre le gaspillage, de créer des économies d'échelle importantes et efficaces.

Il n'est pas question de permettre à chaque directeur d'usine de définir lui-même ses prix et sa clientèle, comme il le ferait sous le capitalisme. Cette situation ubuesque était pourtant celle de l'URSS d'après 1956, lorsque le socialisme fut jeté aux oubliettes pour adopter une « autogestion » camouflant mal sa vraie nature. La planification est dirigeante, contraignante et s'applique sur l'ensemble de l'économie. Son but est donc de satisfaire les besoins fondamentaux en priorité. Logement, santé, éducation, culture. Elle assure le plein emploi de la main d'œuvre et donc la lutte contre le chômage. La planification et la collectivisation réduisent la sphère du marché, laquelle favorise le retour du capitalisme et du profit privé. En limitant les échanges monétarisés, en favorisant les lignes de comptes internes, elle permet une économie stable et contrôlée. L'action de relier et d'intégrer au maximum les différents secteurs économiques n'est pas à prendre à la légère. Elle est une condition *sine qua non* du succès du socialisme. Chaque secteur relié entretiendra ainsi des rapports non-marchands avec l'État. Cela participe à la liquidation des goulots d'étranglement dans le développement économique. Ainsi, la paysannerie fournit une quantité de produits à l'État et reçoit des tracteurs, des outillages, des engrais en échange.

Le développement d'une industrie légère de biens de consommation est généralement le souhait des capitalistes. Elles sont porteuses d'une forte plus-value, donc de rendements intéressants, d'autant que les biens de consommations produits sont généralement d'une qualité médiocre, s'usent vite, cassent, deviennent obsolètes. L'économie socialiste ne partage pas ce but. Son but premier est de se doter de la base économique et industrielle permettant de prendre en charge et de satisfaire les besoins immédiats de la population.

Dans le cas de l'État français, les tenants de la position de la décroissance se trompent lorsqu'ils considèrent que les besoins sont satisfaits à l'excès. Dans le cas de la planète entière, la situation est nettement plus proche de la pénurie que de l'abondance. L'apparente satisfaction des besoins des habitants de l'État français est le fruit du pillage impérialiste,

de la rapine, du vol. Sans cet impérialisme, l'État prolétarien sera devant l'obligation de reconstruire une base industrielle lui permettant de répondre à ces besoins. A l'échelle mondiale, 2 milliards d'être humains n'ont pas d'eau potable en quantité suffisante. 2 milliards 600 millions n'ont pas d'accès à des sanitaires. L'Inde, pays émergent, en héberge pas moins de 600 millions. Des efforts gigantesques, dans lesquels l'aspect prioritaire est la création des moyens de production, sont à entreprendre partout dans le monde.

Alors que le capitalisme se base sur la pénurie, l'inflation, le profit maximal et la vie chère, le socialisme est déflationniste. L'amélioration progressive de la production, le développement sans entraves des forces productives font que, pour une somme de travail équivalente, la production augmente. Comme il existe plus de marchandises en circulation pour une même somme en mouvement, mécaniquement l'argent gagne en valeur et les prix baissent. La conséquence en est non seulement la réduction de la sphère du marché, mais aussi l'accroissement continu de la production, et donc la baisse générale des prix. Même si il existe encore un écart salarial, celui-ci tend à se réduire au fur et à mesure de l'avancée du développement des forces productives. Au final, l'augmentation de la production, poussée jusqu'à répondre de manière complète aux besoins de l'humanité, rend caduc l'argent et le commerce. Le monde ne sera pas socialiste en même temps. Plus les révolutions seront larges et étendues, plus elles ont de chances de réussir et de se développer. Cependant, il est illusoire de croire que le monde entier basculera du jour au lendemain dans le socialisme. Les rapports commerciaux d'un Etat socialiste avec le Monde capitaliste ne doivent pas la lier d'une manière stratégique, doivent limiter au maximum la dépendance. Le commerce extérieur est un monopole d'État, et le développement économique doit tendre le plus possible vers une indépendance économique. Une intégration dans une Division Internationale du Travail soumettrait l'État prolétarien à l'impérialisme, tout comme une balance commerciale déficitaire. Cela résume succinctement les principes fondamentaux de l'économie socialiste.

La transformation des rapports sociaux.

La transformation socialiste ne se limite nullement à la question seule des moyens de production. Elle ne se limite pas à combattre les rapports marchands capitalistes, elle ambitionne le fait de liquider toutes les tendances capitalistes et réactionnaires au sein de la nouvelle société. Toutes les tentatives de restauration du capitalisme, franches ou insidieuses, doivent être battues. Les velléités d'indépendance, de constitution de « royaumes indépendants », par les éléments bureaucratiques, les directeurs d'usines, les petits chefs voulant constituer leur clientèle, doivent être écrasées.

Ce combat se mène par la base, par la lutte poursuivie, assidue, des travailleurs et travailleuses, ainsi que par la lutte et la vigilance des communistes. La construction du socialisme s'effectue par cette mobilisation massive, permanente, des masses travailleuses et par leur investissement dans les organisations de masse. Les comités d'usine, les syndicats, le travail d'émulation socialiste, sont autant de moyens renforçant le socialisme, la collectivisation, aidant à remplir et à dépasser le plan. En somme, ce sont des moyens mis en œuvre pour l'émancipation des travailleurs et des travailleuses.

Contrairement au capitalisme, où les revenus tirés de la plus-value sont accaparés par des parasites sociaux, l'intégralité de la plus-value socialiste sert à améliorer le niveau de vie des travailleurs. Cette utilisation permet de liquider l'imposition fiscale faites aux travailleurs, les investissements, les cotisations sociales étant directement issues de la plus-va-

lue produite, et non des extorsions supplémentaires, comme sous le capitalisme. Les écarts salariaux, comme mentionné précédemment, tendent mécaniquement à se réduire, mais sont également contrôlés par la direction révolutionnaire. Le mot d'ordre du socialisme est « à chacun selon son travail. » Certains cyniques ou esprits chagrins tiquent en lisant ces lignes. Immédiatement, des failles sont pointées du doigt, sur les risques possible de dérives. Il est nécessaire de rappeler ce qui est mentionné déjà plus haut : il n'existe aucun bastion, aucune forme de structure, d'organisation, qui ne soit imperméable à la trahison et à la déviation. Seule la vigilance permanente et la mobilisation des travailleurs et des travailleuses, permettant de veiller à une exécution pleine et entière de la ligne révolutionnaire, peut permettre d'assurer la victoire. Des réactionnaires, des embourgeoisés, des opportunistes se glisseront toujours, tenteront de contourner la légalité socialiste par le marché noir, le chantage, les avantages en nature, l'abus de bien sociaux, le trafic d'influence. Seule une dictature du prolétariat aux yeux d'aigle pourra les démasquer. Seule une justice sévère et ferme pourra les condamner. La culture, l'accès à celle-ci, sa diffusion, sont des aspects importants du socialisme. L'importance du système éducatif, son caractère central, le fait que chaque individu puisse se former tout au cours de sa vie, sont essentiels. Une éducation universelle, gratuite, laïque, critique, est un pilier de la construction du socialisme. Sous le capitalisme, l'éducation est à la fois un outil qui reproduit les inégalités sociales, mais également un outil de propagande anticomuniste, de soumission. C'est un système qui est, particulièrement à l'heure actuelle, à bout de souffle. Une éducation révolutionnarisée doit naître, pour permettre de former les cadres de la nouvelle structure étatique, au service de la révolution.

La politique internationale

L'État socialiste se prononce sans réserve pour la paix. Il œuvre à ce que les guerres payées du sang des prolétaires soient jugulées. Il agit également dans l'aide et dans le soutien aux pays dominés cherchant la voie de l'émancipation, tout comme vers les nations sans Etat cherchant à s'ériger. L'État socialiste mène une politique internationale au service de la révolution dans les autres pays. La poursuite victorieuse de la construction de la République Socialiste Mondiale nécessite le triomphe de la révolution dans l'ensemble du Monde. L'État socialiste subit l'encercllement capitaliste, ses visées anticomunistes, ses agressions. Etant, de fait, une zone qui échappe au marché des capitalistes, elle est un terre vierge dont ils rêvent de faire la conquête économique. La guerre est probable, possible. Un Etat socialiste doit être capable de jouer des contradictions entre pays capitalistes pour assurer sa protection. La peur de la contagion communiste pousse les capitalistes à manœuvrer pour isoler, pour couper l'État socialiste des travailleurs des autres pays. A n'en pas douter, les impérialistes et les bouchers capitalistes ne reculeront devant aucune bassesse pour modeler des monstruosité qu'ils lanceront contre le bastion de la révolution.

La résolution des contradictions.

La contradiction principale, celle entre la bourgeoisie et le prolétariat, est par nature antagonique. Elle ne peut se résoudre que par l'anéantissement de l'une par l'autre. Cependant, elle est loin d'être la seule contradiction. Celles-ci sont nombreuses, concernent de nombreux compartiments de la vie, des aspects très divers et variés. Mais elles ont une nature différente, elles peuvent se résoudre par une synthèse supérieure, non par l'anéantissement, car elles ne sont pas de

nature antagoniques. Mal traitées, en revanche, elles peuvent devenir explosives. Alors que la contradiction principale ne peut se résoudre que par la contrainte, les contradictions secondaires peuvent être traitées par la persuasion. L'écrit de Mao Zedong, *De la juste résolution des contradictions au sein du peuple*, est un excellent aide-mémoire. De nombreuses thèses réactionnaires survivront à la révolution, car elle est faite avec et par des individus qui sont les fils et filles d'une société imparfaite, influencés par l'idéologie bourgeoise, réactionnaire, par l'idéalisme, la métaphysique. Les contradictions telles que celle entre l'encadrement et l'exécution des tâches, celles qui séparent le travail manuel du travail intellectuel, celles entre l'appareil d'État et les masses populaires, entre les degrés de développement économique, entre hommes et femmes, les questions nationales, etc. doivent être réglées positivement. D'une part par un traitement symptomatique, sur les préjugés, les erreurs, les pensées incorrectes. Ce sont des luttes à caractère tactique. Mais essentiellement, par une lutte stratégique, celle qui sape les bases matérielles de ces contradictions : en liquidant la division genrée du travail, par les mouvements d'émulation populaire ouvrant la voie à la naissance d'experts rouges, etc. Sans le traitement des contradictions, et ce jusqu'au bout, les risques de naissance d'une nouvelle bourgeoisie, voulant restaurer l'ordre ancien, persisteront. Dernièrement, beaucoup d'organisations tendent à séparer la question religieuse des autres contradictions. Ces organisations semblent considérer que la religion aurait un caractère, une nature particulière spécifique, qu'elle ne pourrait pas être traitée de la même manière. Kalinine, qui fut président de l'URSS, décrivit la question religieuse d'une manière particulièrement pertinente : « Chez nous, personne n'est persécuté pour ses idées religieuses. Nous considérons la croyance religieuse comme une erreur et nous la réparons par l'éducation. » En tant que contradiction secondaire, la religion se traite par le débat franc et ouvert, par la persuasion, non par la répression d'État, qui relève de la dictature du prolétariat.

L'extinction de l'État

Dans le fond, la distinction entre les anarchistes et les communistes ne se trouve pas dans l'objectif stratégique : une société sans classes ni Etat. Elle est sur les étapes. Celles-ci sont essentielles à la bonne marche vers cet objectif final. Clamer « à bas toutes les armées », comme le font les libertaires, est une position de principe idéaliste et stupide : la lutte exigera une armée rouge pour se protéger. Renoncer à la bâtir, s'est offrir à la bourgeoisie la possibilité d'écraser la révolution. Désirer, aussi sincèrement soit-il, le communisme, sans se doter des moyens de le construire, c'est courir à l'impasse. Cet aspect caractérise l'anarchisme comme de l'utopisme, tandis que le communisme est scientifique. Détruire l'État bourgeois est une nécessité historique. Son armée, sa justice, sa machine institutionnelle est au service de la bourgeoisie. Cet ensemble ne sera jamais du côté de la révolution. Cependant, malgré cela, la protection à l'accomplissement de la transformation socialiste ne peut exister sans l'existence de mêmes outils d'oppression, dirigés contre la bourgeoisie. Tout comme l'État bourgeois possède une nature bourgeoise de classe, l'État prolétarien se dote d'une nature et d'un contenu de classe prolétarien. Tant que les classes sociales existent, l'État doit exister. Tant que les contradictions antagoniques entre bourgeoisie et prolétariat ne sont pas réglées, la dictature doit rester en place. L'obsolescence de l'État et son dépérissement n'arrive que par cette résolution. L'ère de la Liberté se met alors en œuvre : le Communisme. La Liberté restant la étroitement mêlée à la conscience de la nécessité. Lénine résumait cela par ces termes : « La Liberté c'est ce qui reste quand le nécessaire est accompli. »

Le communisme

Phase finale, supérieure, de la société humaine, le communisme ne peut arriver que dans un état de développement économique particulier. Le développement des forces productives, de manière supérieure aux besoins, rend l'argent inutile *de facto*. Tant que les besoins ne sont pas satisfaits, des écarts existent en fonction des postes, des salaires, en fonction des statuts. Cependant, avec la satisfaction complète des besoins, avec une productivité qui réponde à tous ces besoins, chacun donne de son travail en fonction de ses capacités, de ses talents, de ses compétences, et reçoit en fonction de ses besoins. Il n'est plus, donc, question de salaire, d'argent. L'intégration poussée de l'économie dans le secteur public supprime les échanges marchands. La hausse générale du niveau d'éducation, du niveau de maîtrise technique et culturelle, supprime la nécessité d'une séparation des tâches entraînant une séparation en classes. Les contradictions antagoniques ayant été supprimées, l'État n'a plus de raison d'être, en tant qu'outil d'oppression. La lutte des classes est exécutée jusqu'au bout. Désormais libérée du parasitisme, chaque avancée de la société est répercutée sur le niveau de vie, de culture, d'accès aux loisirs de l'ensemble de la société.

Ces tâches immenses restent devant les communistes. Elles exigent un travail important, rigoureux, une immense maîtrise idéologique et organisationnelle, permettant de compenser le faible nombre de militants, par une qualité supérieure, sans cesse croissante. Bien des étapes sont encore à franchir pour dépasser le stade actuel, celui des cercles communistes, pour avancer vers la constitution d'un rassemblement formant l'embryon de Parti. Le poids, la prépondérance, des idées anticommunistes, révisionnistes, trotskistes, au sein de notre État rend la tâche ardue. Ardue ne signifie pas impossible. Rester dans l'attentisme, espérer un miracle de la part des réformistes, de l'organisation anticommuniste PCF, signifie renoncer devant la tâche.

L'UCL se revendique d'une nouvelle génération, qui ne doit rien au PCF, qui n'a pas un attachement sentimental à quelque organisation que ce soit. Sans sectarisme, sans chauvinisme d'organisation, avec en tête la volonté d'être plus influents, plus efficaces, mieux formés, nous avançons pas à pas vers notre but :

LE COMMUNISME.

Aborder les bases du communisme est un thème central et nécessaire. Central et nécessaire dans le sens où, sans celui-ci, il n'est pas possible de poser les fondations qui structureront notre organisation et son développement. La connaissance des bases de la théorie communiste est une condition primordiale de l'engagement. Un militant communiste doit les connaître, les maîtriser. Un militant communiste doit, également, chercher à les approfondir au maximum et à les maintenir actualisées. Cela exige un travail constant, de recherche, de mise à l'épreuve, mais également de porter un regard et une curiosité sur toutes les questions, sociales comme scientifiques. Ne pas connaître ses bases, se contenter d'une certaine sympathie, d'un certain engouement pour l'idée, mais rester à la surface, cela mène à des pièges, des impasses. Cela crée également une vulnérabilité aux déviations droitières, tel le réformisme, ou, à l'inverse, gauchistes, tel l'aventurisme. Il ne s'agit pas d'en avoir une vision scolaire, d'être « au-dessus de la moyenne », il s'agit d'être à la pointe. Ne pas les connaître, c'est, bien involontairement, se faire l'agent du révisionnisme et de l'anticommunisme. La formation est, dans le parcours militant d'un communiste, quelque chose de permanent. Nul ne connaît tout sur tout, nul de maîtrise avec une égale maestria l'ensemble des questions. Tout évolue, change, et avoir une vision, un rapport ossifié à la théorie, c'est dévier vers le dogmatisme. Négliger ce travail reviendrait à ne marcher que d'une jambe. A l'inverse, élever au niveau de fétiche la formation, ne pas la confronter au réel et à la pratique, cela reviendrait à ne marcher qu'avec l'autre jambe. L'un et l'autre amènent à tourner en rond. Le communisme n'est pas une « ontologie », une « utopie. » Il n'est pas pour autant, comme le clament les autonomes, « ici et maintenant. » Il n'est pas hors de l'histoire, hors du temps, hors des lieux. Il est un projet à construire, une opération par laquelle l'Humanité entre dans sa phase supérieure, mais dont elle porte, déjà, au cœur de ses gènes, les prémices..

Une brochure de l'*Unité Communiste de Lyon*
Pour plus d'informations : Unitecommuniste.fr

